

Le Monde

Un « cadeau » de M. Kadhafi à l'Afrique

Après avoir fait faux bond à ses pairs pour la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le colonel Kadhafi offre ce qu'il a appelé un « cadeau » à l'ensemble du continent. Dans un discours prononcé le mercredi 25 mai devant le corps diplomatique, il a proposé un arrêt définitif de la guerre du Tchad et la reprise des relations diplomatiques avec plusieurs pays africains modérés — du Gabon à la Côte-d'Ivoire — pour consacrer les efforts communs au développement économique, à l'affrontement avec le racisme en Afrique du Sud et au soutien au peuple palestinien.

Le numéro un libyen a déclaré reconnaître le régime de N'Djamena, ce qu'il n'avait jamais fait explicitement jusqu'alors, même après la conclusion d'un cessez-le-feu sous les auspices de l'OUA en septembre 1987. Il promet la libération de tous les « prisonniers de guerre » détenus en Libye et propose la mise en œuvre de ce qu'il appelle un « plan Marshall » pour la reconstruction du Tchad, allant jusqu'à se reconnaître des devoirs à l'égard des populations des villes détruites par les raids de son aviation dans le nord du pays.

L'offre est spectaculaire mais elle n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Le colonel Kadhafi ne dit pas s'il renonce à ses revendications sur la bande d'Aouzou, dont il a repris le contrôle après les combats de l'année dernière, mais que N'Djamena considère toujours comme partie intégrante du territoire national. Le président Hissène Habré est invité à se rendre à Tripoli pour y rencontrer M. Goukouni Oueddei, son rival aidé par la Libye. Si le colonel Kadhafi entend placer les deux hommes sur un pied d'égalité au cours de cet entretien, il a peu de chances d'être entendu à N'Djamena. Plus inquiétant encore, l'orateur a estimé que « si les deux factions tchadiennes ne se réconcilient pas, ce sera de nouveau la guerre civile ». C'est la reprise de la thèse selon laquelle le conflit ne résulte pas de l'agression libyenne, mais de luttes internes pour la conquête du pouvoir.

Déjà échaudés plusieurs fois par les votes-façons de l'imprévisible colonel, les dirigeants africains feront sans doute preuve de circonspection. Certains pensent que le moins suspect des « cadeaux » eût été sa venue en Ethiopie pour y discuter directement avec M. Hissène Habré, comme il y était invité, du problème de la bande d'Aouzou, ces territoires du nord du Tchad annexés en fait par la Libye, sous les auspices d'un comité créé à cet effet. La réaction naturelle est de soupçonner une nouvelle manœuvre de diversion. M. Kadhafi avait peut-être été plus affecté qu'il ne le laisse paraître par l'échec de sa candidature à la présidence de l'OUA, en 1982. Alors qu'il n'avait pas renoncé à jouer un rôle en Afrique, il faisait de nouveau figure d'accusé après son refus de dialogue.

Mais la tactique à court terme peut aller de pair avec la prise en compte d'une situation nouvelle sur l'ensemble du continent. Les Deux Grands vont, notamment, parler à Moscou des moyens de ramener la paix en Angola. Dans ce contexte de détente, les Soviétiques ont pu faire comprendre au colonel qu'ils apprécieraient peu de le voir s'en tenir à son rôle préféré de semeur de désordre.

(Lire nos informations page 7.)

M 0147 - 0527 D - 4,50 F



3790147004500 05270

La mise en œuvre de la politique gouvernementale

- M. Michel Rocard définit les devoirs de ses ministres
- La Banque de France baisse son taux d'intervention



Les pièges de l'ouverture

par Jean-Marie Colombani

Curieux pays ! Le président de la République dissout l'Assemblée nationale afin de se mettre à l'abri en faisant coïncider majorité présidentielle et majorité parlementaire, puis incite les Français à corriger le vote du 8 mai en affirmant qu'il n'est pas « sain » qu'un seul parti gouverne. Quant à M. Raymond Barre, que les Français désignent comme le meilleur chef de file de la droite, donc de l'opposition, il suggère de donner au président les moyens de

gouverner, c'est-à-dire une majorité stable.

Ce n'est pas le moindre paradoxe d'une campagne électorale, comme si les sapes du brouillard présidentiel tardaient à se dissiper. Non qu'elles dissimulent l'enjeu des élections législatives : corriger ou confirmer, comme il est plus probable, le scrutin présidentiel. Mais de l'essentiel, c'est-à-dire des lignes de force de l'action gouvernementale, et des (nouvelles) lignes de partage de la vie politique, rien, ou presque, n'est connu.

Dans une circulaire adressée à tous les ministres et secrétaires d'Etat, M. Rocard a défini les devoirs du gouvernement envers les élus, les corps constitués et les citoyens. Véritable « code de déontologie », ce texte est la traduction du « gouverner autrement » dont parle beaucoup le premier ministre. D'autre part, M. Bérégovoy a annoncé, le jeudi 26 mai, la baisse des taux d'intervention de la Banque de France de 7,25 à 7 %.

(Lire nos informations page 32.)

L'attentisme l'emporte donc, et avec lui une sorte de laisser-faire (le président a toutes les cartes en mains), laisser-passer (l'opposition paraît résignée à sa défaite). Nous sommes, au reste, bien loin de 1981 : il n'y a plus ni enthousiasme ni nouveauté ; ni feu, de la part des vainqueurs, ni fureur, de la part des vaincus.

Alors que s'amorce le second septennat de M. Mitterrand, plus rien ne paraît possible, et pourtant tout est encore possible.

(Lire la suite page 12.)

Après des années de « ténèbres »

La renaissance des écrivains chinois

Treize écrivains chinois sont arrivés, le mercredi 25 mai, en France, à l'invitation du ministère de la culture et de la direction du livre pour participer aux rencontres « Les belles étrangères », qui dureront jusqu'au 12 juin à Paris et en province.

A la mort de Mao, en 1976, la littérature chinoise était sinistrée, « plongée dans les ténèbres », comme le disait aujourd'hui les Chinois eux-mêmes. Les œuvres des écrivains célèbres des années 30 (Ba Jin, Mao Dun, Lao She, Qian Zhongshu) n'étaient même pas autorisées. Seul Lu Xun était quelque peu tiré de l'oubli.

Qui aurait pu imaginer que, de ce désert culturel dans lequel la Chine s'est égarée pendant vingt ans, allaient surgir, dès l'ouverture politique de la fin des années 70, des centaines d'écri-

vains nouveaux ? En 1985, l'Association des écrivains de Chine comptait deux mille cinq cent vingt-cinq membres, dont mille six cent soixante nommés après 1980.

Ils appartiennent à deux générations. Les premiers ont entre cinquante et soixante ans, et étaient déjà engagés dans la création littéraire avant 1957, ce qui leur valut d'être taxés d'« humanistes droitières » lors de la répression qui clôtura l'éphémère période des « cent fleurs » et d'être expédiés dans des « camps de rééducation », où ils ont croupi pendant de longues années. C'est le cas de Bai Hua, de Liu Binyan, de Lu Wenfu, de Zhang Xianliang.

Les seconds ont entre trente et quarante ans. Lycéens à l'époque de la révolution culturelle, ils ont été envoyés dans le fin fond des campagnes chinoises en guise de formation, comme A Cheng, Han Shaogong, Mang Ke, Zhang Kangkang ou Zhang Xinxin.

C'est la réhabilitation des anciens « droitières » et le retour en ville des jeunes exilés qui ont créé les conditions favorables à cette renaissance littéraire. Les uns comme les autres ont éprouvé d'abord le besoin de crier au monde leurs souffrances, les tragédies grotesques de la révolution culturelle. Mais la nouvelle littérature chinoise s'est ensuite rapidement diversifiée et compte aujourd'hui une dizaine de courants différents, qu'on peut regrouper, à l'instar du critique Liu Zaifu, en trois grandes tendances.

Le néo-réalisme, dans la lignée des grands écrivains des années 30, reste dominant. Il est représenté par Liu Binyan, Lu Wenfu, Zhang Xinxin, dont les œuvres cherchent à refléter fidèlement la réalité quotidienne contemporaine. Le modernisme, qui réunit, pêle-mêle, le symbolisme, l'existentialisme, le roman de l'absurde, la poésie obscure, la littérature du Grand Ouest, etc., est surtout apprécié dans les milieux intellectuels et donne lieu,

souvent, à des débats qui secouent les cercles littéraires. Bei Dao, Mang Ke, Gao Xingjian se rattachent à cette seconde tendance. La littérature des racines, enfin, vise à dégager la pérennité des valeurs culturelles de la Chine, malgré ou à travers les particularismes régionaux, comme le font si bien A Cheng ou Han Shaogong.

L'extraordinaire prolifération des écrivains au cours de ces dernières années, toutes écoles confondues, n'est pas toujours allée de pair avec une amélioration notable de la qualité littéraire de leurs écrits, mais certains d'entre eux (A Cheng ou Lu Wenfu, par exemple) ne s'en sont pas moins imposés déjà comme de grands prosateurs, qui n'ont plus rien à envier, désormais, aux meilleurs stylistes d'avant 1950.

ALAIN PEYRAUBE
(Lire page 23 notre article sur la visite des écrivains chinois à Paris et la chronique de Nicole Zand.)

Le sommet Reagan-Gorbatchev

Un monde sans guerre froide ?

par ANDRÉ FONTAINE

RONALD REAGAN est attendu le dimanche 29 mai à Moscou. L'événement paraît si normal, aujourd'hui, que dans notre France hexagonalisée à l'extrême par deux campagnes électorales successives, on y prête à peine attention. Quarante ans pourtant se sont écoulés depuis la dernière visite d'un président des Etats-Unis dans la capitale soviétique. Et il y a eu entre-temps l'Afghanistan et la bataille des euro-missiles, qui avaient ramené les relations des deux superpuissances au plus haut niveau de tension. Mais l'impassable d'hier a vite fait, dans ce monde sans mémoire, de devenir le banal d'aujourd'hui.

ne voit d'autre chance d'y parvenir qu'une entente aussi large que possible avec le numéro un soviétique, avant son départ de la Maison Blanche, non seulement sur le désarmement, mais sur les conflits régionaux et sur les droits de l'homme, notamment sur les libertés religieuses en URSS.

Gorbatchev a tout intérêt à l'y encourager. Au-delà du débat traditionnel sur la sincérité de ses intentions, tout le monde s'accorde pour admettre qu'il a besoin d'une longue pause pour mettre en route ses réformes et répondre aux mille et un défis qui, du Vietnam à la Pologne, en passant par les républiques caucasiennes et par l'Ethiopie, agitent l'empire. Il lui faut donc engranger le maximum de fruits de la politique de rapprochement maintenant pratiquée par Reagan, et faire en sorte que le successeur de celui-ci, qu'il s'appelle Bush ou Dukakis, soit lui sur un programme de détente. Il ne lui a évidemment pas échappé que le candidat démocrate est tout disposé à enterrer le projet de guerre des étoiles dont le président sortant avait fait, un moment, la grande œuvre de son règne, sursis qu'il était de protéger ainsi *ad vitam aeternam* la population américaine de la menace nucléaire.

Reste, tout de même, qu'il voudrait finir en beauté, et qu'il

(Lire la suite page 6.)

Commandes record pour Boeing

Les compagnies américaines recommencent à acheter des gros porteurs
PAGE 33

Les quarante ans de l'apartheid

Un système qui n'en finit pas de mourir
PAGE 7

Nouveau plan d'occupation des sols à Paris

Une bouffée d'oxygène pour la construction
PAGE 16

Le procès des mutins d'Ensisheim

La révolte des puns
PAGE 14

Le tournoi de Roland-Garros

Les grands serveurs sous surveillance
PAGE 30

Le sommaire complet se trouve en page 38

Le Monde

LIVRES

- Les Tares arrivent : un panorama de la littérature du vingtième siècle ; Istamboul, Constantinople... ; Bernard Lewis et la « haine autochtone ».
- Antoinette de Flamberg : le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech ; une nouvelle édition de *l'Épave de la famille*, de Sartre.
- Soliers d'été, Soliers d'hiver : les Folies françaises, De Kooning, vite.
- Oliver Sacks, un neurologue dans la rue.
- La vie du langage, par Denis Slehta.
- Histoire : M.-A. Macciocchi et « la princesse lointaine » ; psychanalyse de Jean Monnet ; Gaston Palewski, Fombre de de Gaulle.

Pages 17 à 23

IBRAHIM SOUSS

Ibrahim Souss
LETTRE A UN AMI JUIF

Dans cette longue lettre, tous les arguments du conflit palestinien-israélien sont évoqués, tous les blocages récusés et les angousses conjurées. Un ardent plaidoyer pour la paix en Palestine.

Collection *l'Histoire* immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud 49 F

Editions du Seuil

Europe

SUISSE

Le Conseil fédéral dénonce un projet de référendum sur la suppression de l'armée

BERNE
de notre correspondant

La neutralité de la Suisse ne saurait se concevoir sans armée. Si le doute pouvait effleurer certains esprits, le gouvernement helvétique vient de le réaffirmer haut et fort en condamnant sans appel, le mercredi 25 mai, une initiative populaire réclamant ni plus ni moins que « la suppression de l'armée ».

Il y a quelques années, la plupart des Suisses s'étaient montrés incrédules quand un groupe de pacifistes et de militants d'extrême gauche avait osé s'attaquer ouvertement au tabou sacro-saint de l'armée, poussant l'audace jusqu'à en proposer l'abolition pure et simple.

Dans un pays où chaque citoyen est, en principe, aussi soldat, pareille démarche paraissait relever de la provocation, sinon du sacrilège. Pourtant, en vertu du droit d'initiative en vigueur dans la confédération, les promoteurs du projet avaient réussi, en 1986, à recueillir 111 300 signatures, soit plus que les 100 000 requises pour obtenir l'organisation du référendum.

Dans un long message qu'il vient d'adresser au Parlement, le Conseil fédéral estime que « l'extrémisme de ce projet en fait un cas unique dans toute l'histoire du droit d'initiative en Suisse ». Il le juge « incompatible avec les obligations permanentes et armées de la Suisse » et lui reproche de « ne pas tenir compte des enseignements de l'histoire ». Parmi

d'autres arguments, le gouvernement souligne que « la politique active en faveur de la paix et de la prévention de la guerre par la préparation de la défense ne s'excluent pas, mais se complètent ».

Toutes les grandes formations, y compris le Parti socialiste, acceptant largement le principe de la défense nationale, cette initiative devrait être nettement repoussée quand elle sera soumise à l'appréciation du Parlement. Ses auteurs ne se font d'ailleurs guère d'illusion, non plus sur le sort que lui réservera le corps électoral appelé à trancher en dernier ressort vers la fin de 1989. Leur principal objectif n'était-il pas avant tout de susciter un débat sur la place de l'armée dans la Suisse d'aujourd'hui ? Du résultat des urnes, il ressortira s'il aura profité à l'armée ou à ses détracteurs.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

● Expulsion d'un diplomate soviétique. — Un attaché de l'ambassade d'URSS à Berne, membre du Comité d'Etat pour la science et la technique (GKNT), a été déclaré persona non grata en raison d'activités d'espionnage en Suisse, a annoncé, le mercredi 25 mai, un communiqué du ministère public à Berne. Le diplomate, dont le nom n'a pas été divulgué, a déjà quitté la Suisse.

L'enquête de la police suisse a établi qu'il avait noué des contacts avec des entreprises, insinuant et particuliers engagés dans l'industrie et la recherche. — (AFP.)

IRLANDE DU NORD

Un projet de loi contre la discrimination religieuse dans l'emploi

Un projet de loi pour lutter contre la discrimination religieuse sur le marché du travail en Ulster a été rendu public, le mercredi 25 mai, par l'Office britannique de l'Irlande du Nord.

Reconnaissant que le taux de chômage dans la population masculine catholique de la province est deux fois et demie plus élevé que pour les protestants, l'Office indique que le principal objectif du projet est de rendre illégales les pratiques de « discrimination indirecte » à l'embauche.

Le texte évoque notamment la pratique qui consiste à recruter toujours dans les mêmes écoles ou à demander aux employés d'une entreprise de recommander d'éventuels candidats.

Les nouvelles mesures envisagées feront obligation aux employeurs de déclarer le nombre de protestants et de catholiques qu'ils emploient, sans aller toutefois jusqu'à imposer des quotas reflétant l'équilibre entre les deux communautés (40 % de catholiques et 60 % de protestants).

L'égalité des chances sur le marché du travail est une vieille revendication des catholiques. Elle fait partie des domaines pour lesquels le gouvernement de Dublin pressait Londres d'agir dans le cadre de l'accord anglo-irlandais de 1985, réactivé après les violences meurtrières du mois de mars dernier. — (AP, UPL.)

POLOGNE

Licenciements d'ouvriers grévistes

Dix-neuf ouvriers, pour la plupart membres de Solidarité, ont été licenciés ces derniers jours pour avoir participé aux mouvements de grève en Pologne il y a quelques semaines, a-t-on indiqué de source dissidente à Varsovie.

Parmi les licenciés figure M. Andrzej Szewozwaniec, qui avait dirigé la grève aux aciéries de Nowa Huta, près de Cracovie. Chef du comité de grève, il avait pu s'enfuir au moment de l'intervention des forces de l'ordre dans le combinat et était entré depuis dans la clandestinité.

Par ailleurs, deux responsables de Solidarité emprisonnés le 6 mai pendant le mouvement de grève, MM. Bogdan Lis et Czeslaw Nowak, ont été libérés le mercredi 25 mai. Quatre militants de Wrocław, en Silésie, dont un responsable local du syndicat d'isolement, M. Jozef Piniór, sont toujours en prison. Ils sont accusés d'avoir agité un gardien pendant les grèves. — (AFP, UPL.)

● RECTIFICATIF : Tchécoslavaquie. — Dans notre article sur la nomination de trois évêques en Tchécoslavaquie, paru dans nos éditions du 20 mai, nous avons écrit par erreur que l'évêque de Vrana était mort à l'automne dernier. Il s'agit de Mgr Vrana, évêque d'Olomouc.

● PRÉCISION : Turquie. — Dans nos éditions du 26 mai, les dessins illustrant, page 8, « Le chemin difficile de l'émancipation des femmes » étaient extraits de Yes problem, de Letif Demirci (Donemil Yayincilik éd., Istanbul).

URSS

Un document révélateur sur la politique religieuse de M. Gorbatchev

L'hebdomadaire dissident la Pensée russe, édité en langue russe à Paris, vient de publier le compte rendu d'une conférence — longuement citée par la Croix datée du 26 mai — donnée à l'Ecole supérieure du Parti communiste soviétique par M. Konstantin Khartchev, membre du gouvernement d'URSS et président du conseil pour les affaires religieuses. Les déclarations de M. Khartchev, d'une remarquable franchise, révèlent que le projet de réforme de la législation sur la religion en URSS poursuit un but essentiel : permettre au parti de mieux contrôler l'engouement croissant des Soviétiques pour la religion.

« Actuellement, explique M. Khartchev aux futurs cadres du parti, la religiosité n'a pas tendance à baisser. Nous, au parti, nous nous sommes fait piéger par notre politique antireligieuse de limitations et d'interdictions. Nous avons isolé les curés des croyants, mais les croyants ne font pas plus confiance aux autorités pour autant. Il nous faut éduquer un nouveau type de prêtre. Le choix et la désignation des prêtres, c'est l'affaire du parti. »

M. Khartchev fait ensuite une distinction entre l'attitude de la hiérarchie orthodoxe, considérée en

URSS comme très docile, et les autres religions : « Pour ce qui est de contrôler la religion et d'étouffer ses initiatives, c'est auprès de l'Eglise orthodoxe que nous avons le mieux réussi. Mais le renforcement des autres confessions nous inquiète : les catholiques, qui continuent à surnager, et les sectes. En Lituanie, vingt mille enfants suivent la catéchèse, bien entendu clandestinement. En Asie centrale, il y a des centaines d'écoles coraniques clandestines. Quand j'ai soulevé en haut lieu le problème de l'instruction religieuse, je me suis fait taper sur les doigts : « Des écoles du dimanche après soixante-dix ans de régime soviétique, il ne manquera plus que ça ! »

« Que nous le voulions ou non, poursuit M. Khartchev, la religion est en train de pénétrer le socialisme et même d'y entrer sur des rails. Mais comme le pouvoir est entièrement entre nos mains, nous avons les moyens de diriger ces rails en fonction de notre intérêt. »

Enfin, M. Khartchev estime impossible d'autoriser les activités caritatives des Eglises, car ce sont « les catholiques, les protestants, les baptistes » qui en tireraient le bénéfice de propagande.

Dans l'attente de nouveaux manuels

Plus d'histoire aux épreuves du baccalauréat soviétique

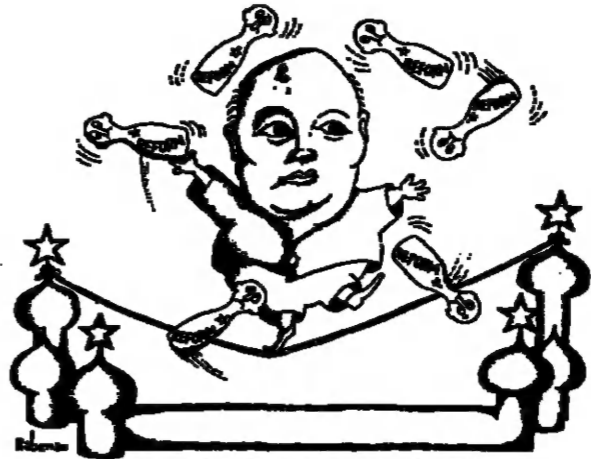
MOSCOU
de notre correspondant

A force d'agiter les journaux, les dîners familiaux, la télévision et, sans doute aussi, les réunions du bureau politique, le grand débat sur le stalinisme vient de faire une victime : l'épreuve d'histoire du baccalauréat.

Elle sera en effet remplacée, cette année, à partir du Monde, par une simple discussion entre candidat et examinateur qui ne donnera pas lieu à notation. En

Moscou avait récemment publié une longue lettre-réquisitoire, ce manuel a su ainsi élégamment résoudre le problème des années 1937 et 1938 — celles des grands procès : le manuel de neuvième se termine sur l'année 1936 et celui de douzième commence en 1939.

Et voilà comment vos enfants sont soviétiques, mais ce n'est pas tout. Au fil des pages, poursuit M. Doloutsky, on apprend aux lycéens que les années 30 sont celles de la lutte pour la réalisation du plan légaliste d'édification du socie-



(Dessin extrait du Frankfurter Allgemeine Zeitung.)

date du 20 mai, une circulaire (n° 72) du comité d'Etat pour l'instruction populaire en a informé les responsables des épreuves et la direction principale de l'enseignement des sciences sociales. Le texte précise qu'il s'agira pour l'élève de « montrer qu'il comprend l'importance de l'histoire de sa patrie (...) pour la lutte en faveur de la restructuration ». Quant au professeur, il devra « aider [le candidat] à se retrouver dans les processus et les phénomènes de notre histoire soviétique ».

Inutile de dire que ce ne sera pas la tâche facile, car entre les tonnes de mensonges accumulés pendant des décennies, les révélations sensationnelles (non seulement Boukharine n'était pas une « hyène stalinienne », mais il avait raison) et les témoignages personnels — bouleversants, mais forcément parcellaires — que publie la presse, le Soviétique moyen, professeur ou élève, a du mal à y voir clair. Et cela d'autant plus que le manuel d'histoire de l'URSS pour l'enseignement secondaire a pris un sérieux retard sur le développement de la « glasnost ».

A en croire un chercheur du département d'histoire de l'Académie pédagogique, M. Doloutsky, dont la Préface de

l'enseignant nazie a été, en quelque sorte, perfide et subite (puisque Staline ne l'avait pas du tout prévue) ou que le pays va, généralement parlant, d'un triomphe à l'autre, à peine troublé par quelques déviations, vite et résolument surmontées.

Mieux, la critique, pourtant tout à fait orthodoxe depuis le vingtième congrès, du « culte de la personnalité » (le nom de code de la barbarie stalinienne) se résume à une phrase : « Il y a eu quelques fautes importantes commises par Staline. » Stupéfiant, ce record de l'euphémisme à pourtour sa logique, puisque l'histoire de l'URSS, explique M. Doloutsky, n'est aucunement présentée comme « processus contradictoire », mais, au contraire, si « strictement déterminé ». A quel ressort ? Il finalemment de ce manuel, dit-il, que « l'extermination, dans les années 30, de plusieurs opposants était l'unique moyen de résoudre la lutte au sein du parti ».

Un nouveau manuel est en préparation, mais pour beaucoup d'enseignants, dont M. Doloutsky, le mieux serait qu'il n'y en ait désormais plus un seul, mais plusieurs.

BERNARD GUETTA.



Hommes, Entreprises.
La parole est aux carrières

PREMIERES JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL LE MONDE

PARIS II, 12, 13 OCTOBRE 1988

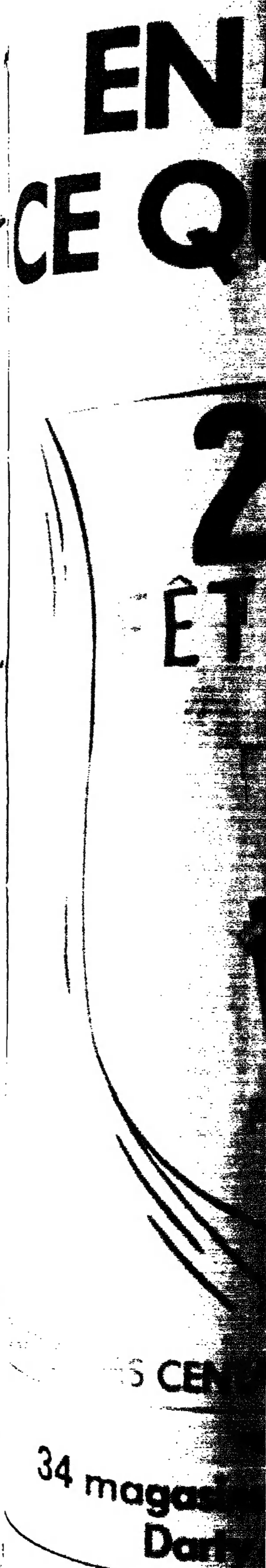
Prenez la parole. Exposez, dialoguez, communiquez en direct depuis votre tribune des Premières Journées Prospectives du monde : les cadres les plus attendus à leur carrière vous écoutent et vous interrogent. Productivité, internationalisation, gestion des carrières, gestion des ressources humaines,

dialogue social, organisation des entreprises, mobilité des emplois... Ce sont quelques-uns des thèmes retenus par les entreprises qui sont, à ce jour, nos premiers partenaires : Schimberger, Sena Metra, Air Inter, Cdf Calmie, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Renault.

Si vous estimez que votre entreprise a, elle aussi, sa place parmi celles qui, en France, innovent en matière de gestion des ressources humaines dans la perspective des dix prochaines années, faites-le savoir ! Pour que votre entreprise soit présente aux Premières Journées Prospectives du monde, les 11, 12 et 13 octobre 1988 à Paris, contactez sans plus attendre Anne CARTIER, Agence Image & Images, 13, passage Landrien, 75007 PARIS. Tél. 47-52-70-70.

PARIS
11, 12, 13 OCTOBRE 1988
PREMIERES
JOURNEES
PROSPECTIVES
Le Monde

صكزامن الأصل



Un document révélateur
sur la politique religieuse
de M. Gorbatchev

EN MAI, FÊTE CE QU'IL TE PLAÎT.



HDM

DARTY: DES CENTAINES D'IDÉES CADEAUX AU PRIX DARTY.

TV. VIDÉO. HIFI. ÉLECTROMÉNAGER.

**34 magasins à Paris et en Région Parisienne
Darty en France: 95 magasins.**

Diplomatie

Avant le sommet Reagan-Gorbatchev à Moscou

L'escale neutre du président américain en Finlande

M. Reagan est arrivé un peu après 1 heure, le jeudi 26 juin, à Helsinki, où il séjournera avant de rencontrer M. Gorbatchev à Moscou dimanche. Au cours d'un entretien accordé avant son départ à des journaux européens, dont le Figaro, le président américain a jugé le dirigeant soviétique « très sincère à propos des idées

progressistes qu'il est en train d'introduire là-bas », ajoutant qu'il n'y avait « pas d'amitié entre nous ».

Le traité FNI éliminant les missiles intermédiaires pourrait être approuvé par le Sénat américain avant l'ouverture du som-

met soviéto-américain. Les chefs des deux partis au Sénat, MM. Byrd et Dole, ont déposé une motion de censure qui permettrait un vote final vendredi ou samedi, tandis que les partisans d'un nouvel ajournement avouaient leur échec. « Je suis battu », a notamment déclaré le sénateur Jesse Helms, principal adversaire du traité.

HELSINKI
de notre envoyée spéciale

Bien qu'elle ne soit en grande partie qu'une halte de repos et d'ultime préparation avant le sommet américano-soviétique, la visite officielle du président Reagan du 26 au 28 mai à Helsinki revêt une grande importance politique pour la Finlande neutre adossée à l'URSS. Elle consacre en particulier la réussite d'une habile politique étrangère d'équilibre entre l'Est et l'Ouest, menée patiemment et dans la discrétion, qui triomphe aujourd'hui de la « finlandisation », une expression difficile à faire oublier et si souvent galvaudée. L'un des objectifs de la diplomatie finlandaise a toujours été d'entretenir un dialogue direct avec les principaux dirigeants du monde, sans porter de jugement sur leurs politiques respectives. Depuis environ dix ans, Helsinki a aussi été l'escale habituelle de hauts représentants de l'administration américaine sur le chemin ou de retour de Mos-

cou. A la visite de Ronald Reagan pourrait succéder en effet celle de Mikhaïl Gorbatchev à l'automne. On espérait la venue à Helsinki du numéro un soviétique en avril pour le quarantième anniversaire de la signature du traité d'amitié et de coopération entre les deux pays, accord qui a rendu la neutralité finlandaise bien souvent suspecte aux yeux de certains pays occidentaux. Mais c'est Nikolai Rykov, le premier ministre, qui s'était déplacé pour les cérémonies. Depuis 1948, la Finlande a pourtant construit, grâce à l'ancien président Urho Kekkonen, avec son grand voisin des relations de confiance à présent sans nuages. Un important commerce bilatéral, sur la base du système de compensation, a permis aux Finlandais d'approfondir leurs connaissances déjà solides des mécanismes économiques et politiques soviétiques. Les experts finlandais sont d'ailleurs souvent interrogés sur les chances de réussite de la « perestroïka ».

Les colons du Delaware

La visite du chef de la Maison Blanche, la première depuis celle de

Gerald Ford en 1975 pour la signature des accords d'Helsinki, coïncide avec le trois cent cinquantième anniversaire de l'arrivée des premiers colons finlandais en Amérique. Ils se sont installés en particulier dans la région qui est devenue aujourd'hui le Delaware. Il y a aux Etats-Unis environ un million de descendants de ces premiers immigrants. Cet anniversaire est partagé avec la Suède qui était « propriétaire » à l'époque de la Finlande. Washington a néanmoins décidé que 1988 serait « l'année nationale de l'amitié avec la Finlande ». A Helsinki, ces jours-ci, M. Reagan aura tout loisir de vérifier si l'authentique Rambo était bien un de ces Finlandais du milieu du dix-septième siècle.

Le président américain pourra également apercevoir son nom étalé en grosses lettres sur de nombreux murs de la capitale, suivi du texte : « Reagan arrive, es-tu prêt ? ». Derrière ces graffitis se cachent plusieurs mouvements pour la paix et la solidarité ainsi que les organisations de jeunesse de tous les grands partis finlandais, à l'exception des conser-

vateurs du premier ministre, M. Harri Holkeri. Ces « comités Reagan » attendent ainsi exprimer l'inquiétude des jeunes Finlandais face à la militarisation (américaine) des espaces maritimes dans le nord de l'Europe et leur attachement à l'idée d'une zone dénucléarisée nordique.

Vendredi, seule journée de travail prévue au programme, le président américain s'entretiendra pendant trois heures et demie avec les dirigeants finlandais. Dans l'après-midi, il prononcera au palais Finlandia (où fut signé en 1975 l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) un long discours dans lequel il doit aborder les conflits régionaux, les droits de l'homme et la liberté religieuse. Avant son départ de Washington, Ronald Reagan a indiqué qu'un éventuel accord avec les Soviétiques sur la réduction des armes stratégiques pourrait être signé dans un pays neutre. A Helsinki, on espère qu'il avait la Finlande à l'esprit.

FRANÇOISE NIETO.

Un monde sans guerre froide ?

(Suite de la première page.)

La détente cependant n'est pas la paix, et elle ne saurait en tenir lieu. Nous en sommes à la quatrième depuis le début de la guerre froide, et dans le cas des trois précédentes (1953-1955, après le mort de Staline ; 1959-1960, avec la visite de Khrushchev aux Etats-Unis ; 1962-1974, après la crise des fusées de Cuba) la tension a plus ou moins vite repris. Le risque existe donc qu'à la phase actuelle de dégelation succède, un jour ou l'autre, un nouveau réchauffement de la querelle Est-Ouest. C'est là une raison suffisante pour que l'Occident ne poursuive sur la voie de la limitation des armements qu'avec la certitude que les équilibres fondamentaux ne se trouvent à aucun moment remis en question.

Ce risque de nouvelle tension subsistera aussi longtemps que les deux superpuissances continueront de se considérer chacune comme le chef d'un camp dépositaire d'une recette du bonheur universel. Il est vrai que l'une et l'autre ont mis passablement d'eau dans le vin de leur foi et que, du côté américain, le Congrès apporte de singuliers entraves à l'emploi de la force par l'exécutif. Mais enfin, l'idée demeure répandue aux Etats-Unis qu'il existe un droit à se faire justice soi-même : voir les raids contre Tripoli ou contre des plates-formes pétrolières iraniennes.

Ce n'est évidemment pas l'URSS, dont le chef se refuse encore aujourd'hui à condamner les interventions à Budapest, à Prague et à Kaboul, qui peut lui en ramonter sur ce point. Qu'ont d'ailleurs fait ses troupes, tout récemment, dans le Haut-Karabakh, où vit la minorité arménienne d'Azéroubaïjan ? Écoutons la poétesse Silva Kaputikian, que le secrétaire général avait reçue après les émeutes de février dernier et qui a écrit au *Le Monde* une lettre qu'elle ont refusé de publier : « Nous marchions avec des mots d'ordre de confiance envers le pays du socialisme, envers le peuple russe, envers le *perestroïka*, portant des portraits du secrétaire général du parti, M. Gorbatchev. Mais on a ouvert le feu contre nous. On a fusillé moralement notre marche pacifique... » (1).

Cette réalité ne saurait en faire oublier d'autres : les troupes soviétiques évacuent l'Afghanistan, des pourparlers de paix sont en route au Cambodge, au Mozambique, en Angola, au Nicaragua, Kadhafi tend la main à Hissène Habré. Gorbatchev conseille à Arafat de reconnaître Israël, les euro-missiles sont en passe d'être éliminés. Ne peut-on espérer dans ces conditions qu'une autre logique finira par l'emporter sur celle que Lénine avait résumée en peu de mots : « Eux ou nous ? », et à laquelle tous ses successeurs se sont tenus avec une fidélité sans faille ? On se demande, à lire certains textes, si l'on ne réfléchit pas dès à présent, à Moscou, sur les moyens d'aller au-delà de la détente.

Lisons par exemple ce que Georgi Arbatov, directeur de l'Institut pour les études nord-américaines de l'Académie soviétique des sciences et conseiller très écouté du numéro un, vient de déclarer : « Nous sommes en train de vous [Américains] faire quelque chose de terrible : nous sommes en train de vous priver d'ennemi. » Commentaire de *Time Magazine*, qui reproduit ce propos : « Gorbatchev aimait que le monde croise qu'il est prêt à faire avec la guerre froide ce qu'il commence à faire avec l'occupation soviétique en Afghanistan : la déclarer terminée. » (2).

La guerre froide terminée ? Ce serait aller bien vite en besogne que de prendre une telle

idée pour argent comptant. Il n'empêche que, comme toute guerre, elle prendra fin, et que rien ne serait plus dangereux que de s'arrêter dans la logique d'un affrontement éternel. Un jour viendra où il n'y aura plus de mur de Berlin, plus de soldats communistes et « impérialistes » se faisant face tout au long du rideau de fer, plus d'OTAN et de pacte de Varsovie. Le propos d'Arbatov vise à nous convaincre que ce jour est proche. Et il suffit de regarder le comportement de la diplomatie fédérale ou celui de tant de chefs d'entreprise qui brûlent de monter des joint-ventures, des aventures communes avec des firmes de l'Est, pour se rendre compte que se développe à l'Ouest un climat très réceptif à un tel discours.

L'erreur, dans de telles conditions, serait de laisser à l'URSS le monopole des scénarios de sortie de guerre froide. Or elle est en train d'en esquisser un, qui passe par un retour à ce qui fut la grande ambition, déçue, de Yalta : un monde pacifié sous l'égide des Nations unies, au sein desquelles les grandes puissances, réputées — pourquoi ? — plus sages que les autres, joueraient, grâce au Conseil de sécurité, un rôle prépondérant. Le fait que Moscou ait réglé ses amitiés de cotisations à l'ONU, ait voté à l'occasion des résolutions soutenues par les Etats-Unis sur le Golfe et insisté pour tenir sa place dans tous les organismes attelés à la solution des conflits n'est pas moins significatif, dans cette perspective, que son opposition aux actions unilatérales des Américains, au Proche-Orient ou ailleurs.

Pour les esprits vigilants — et on a toujours raison d'être vigilant. — cette réorientation de la politique soviétique est cousue de fil blanc. L'ONU était la chasse gardée des Etats-Unis, lorsqu'ils détenaient le monopole atomique. Les temps ont changé, l'Amérique n'est plus ce qu'elle était, et l'URSS aurait bien des moyens de faire prévaloir son point de vue au sein des regroupements régionaux que favorise l'organisation internationale. Tel pourrait être le cas, pour commencer, dans cette Europe que Gorbatchev appelle à devenir, de l'Atlantique à l'Oural, une « maison commune ».

Autant cependant il est justifié de se méfier — et donc de ne pas baisser sa garde, y compris sa garde militaire, — autant il est nécessaire de comprendre que de plus en plus, dans les années à venir, le rapport des forces entre l'Est et l'Ouest ne se mesurera plus seulement au nombre des bataillons, des fusées et des têtes nucléaires, mais aussi à la force des idées. Napoléon avait déjà dit quelque chose de ce genre...

Désillusionnés à l'extrême, nous sentons tous confusément que nous sommes entrés dans l'âge planétaire. Notre vie est bien souvent plus affectée par des événements qui se déroulent aux antipodes que par les résultats d'une élection nationale. Notre problème essentiel, désormais, est de conserver la maîtrise de notre destin.

Nous ne le ferons que si, très vite, l'Occident est en mesure de proposer à l'URSS pas seulement des améliorations du contrôle des armements, mais une vraie vision de l'après-guerre froide. La France, placée au lieu géographique de la Communauté, avec à sa tête un président quasi plébiscité, et jouissant, en matière de politique étrangère, de pouvoirs que lui envient sans doute la totalité des dirigeants occidentaux, pourrait jouer là, si elle le voulait, un grand rôle.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Voir *Libération* du 23 mai.
(2) *Time* du 23 mai.

Hommes, Entreprises. Quelles perspectives pour l'emploi

PREMIERES JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL LE MONDE
PARIS 11, 12, 13 OCTOBRE 1988

Bien formuler les questions, c'est déjà y apporter un début de réponse. Depuis votre tribune des Premières Journées Prospectives du monde, vous présentez et vous valorisez en direct votre politique de recrutement et de management des carrières à moyen et long terme. Vous vous interrogez sur l'avenir de l'emploi ; dans la salle, les cadres les plus performants vous répondent.

Productivité, internationalisation, gestion des carrières, gestion des ressources humaines, dialogue social, organisation des entreprises, mobilité des emplois... Ce sont quelques-uns des thèmes retenus par les entreprises qui sont, à ce jour, nos premiers partenaires : Schindler, Sans Mètre, Air Inter, Cof Chimie, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Renault.

Si vous estimez que votre entreprise a, elle aussi, sa place parmi celles qui, en France, ignorent en matière de gestion des ressources humaines dans la perspective des dix prochaines années, faites-le savoir !

Pour que votre entreprise soit présente aux Premières Journées Prospectives du monde, les 11, 12 et 13 octobre 1988 à Paris, contactez sans plus attendre Anne CARTIER, Agence Image & Image, 13, passage Landrien, 75007 PARIS. Tél. 47-53-70-70.

PARIS
11, 12, 13 OCTOBRE 1988
PREMIERES JOURNEES PROSPECTIVES
Le Monde

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR
TEL : 1 45 38 70 72



مكتبات الأمل

Afrique

AFRIQUE DU SUD : les quarante ans au pouvoir du Parti national

Cet apartheid qui n'en finit pas de mourir...

A la surprise générale, le 26 mai 1948, le Parti national remportait les élections législatives. Depuis, cette formation règne sans partage sur les destinées de l'Afrique du Sud. Dans l'immédiat, l'extrême droite, en dépit de ses succès récents, ne semble pas en mesure de faire échec à la suprématie des nationalistes bien que sa progression représente une réelle menace à moyen terme.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Quarante ans : un anniversaire qui a valeur d'un double symbole et renforce l'arrivée inespérée au pouvoir de la tribu blanche des Afrikaners et le point de départ de la mise en place du système codifié de l'apartheid avec les conséquences que l'on connaît.

En fait, le Parti national obtint, en 1948, cent cinquante mille voix de moins que son rival de l'United Party, mais il conquiert cinq sièges de plus. Jan Smuts, lui-même, dirigeant de cette formation est battu à Standerton, siège qu'il détenait depuis vingt-quatre ans. Un échec dont il ne se remettra pas. Il mourut deux ans plus tard. D.-F. Malan, leader du Parti national, surpris par sa victoire inattendue exulte : « Aujourd'hui, l'Afrique du Sud nous appartient de nouveau. Pour la première fois depuis la création de l'Union sud-africaine en 1910, l'Afrique du Sud est nôtre. Que Dieu fasse qu'elle le reste toujours. » Le futur premier ministre ne croyait pas si bien dire. Quarante ans plus tard, le Parti national est toujours au pouvoir. Un record.

Le succès de 1948 a été réalisé sur une promesse : du pain blanc pour tous et un programme encore mal défini, celui de l'apartheid ou développement séparé des races. L'époque, au lendemain de la guerre, est difficile. Cinquante pour cent des enfants blancs souffrent de malnutrition. Le chômage est endémique. Les petits Blancs craignent de voir leurs intérêts lésés par la politique libérale du gouvernement Jan Smuts. L'apartheid doit les protéger et préserver une identité culturelle que les Afrikaners croient menacée.

Sous l'impulsion de Malan, pendant six ans, puis de ses successeurs et notamment d'Henrik Verwoerd, les nationalistes vont peaufiner et mettre en place leur système de classement racial. Pour les nationalistes, le choix se résume à deux options : « L'intégration qui, à long terme, signifie le suicide national des Blancs ou l'apartheid. » Selon W.-M. Eiselen, professeur d'anthropologie sociale et théoricien de cette doctrine : « L'Afrique du Sud blanche n'est pas assez puissante pour absorber les autres races et ne peut, de ce fait, que choisir entre être absorbée ou survivre par le maintien de communautés séparées. »

Home lands ou bantoustans

Si le mot apartheid n'existait pas avant 1948, les pratiques ségrégationnistes étaient déjà largement répandues. Les nationalistes les ont affines dans toutes les sphères de la vie sociale et, surtout, les ont codifiées. Dès 1949, une loi interdit tous les mariages mixtes (Indiens, métis), ceux entre Noirs et Blancs était déjà prohibés depuis 1923. L'année suivante, deux autres textes, deux piliers de la ségrégation, le Population Registration Act et le Group Areas Act sont adoptés. Le premier classe les individus en fonction de la couleur de leur peau. Le second leur assigne leur lieu de résidence en fonction du même critère.

Reprise du dialogue entre Maputo et Pretoria

Le Mozambique et l'Afrique du Sud ont décidé, le mercredi 25 mai, de réactiver la commission mixte de sécurité créée en 1984 par le pacte de non-agression de Nkomati, selon un communiqué publié à Maputo à l'issue d'une réunion du comité de liaison entre les deux pays.

Cette commission mixte avait cessé toute activité en 1985 après que le Mozambique eut accusé l'Afrique du Sud de soutenir les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). Selon le communiqué, les deux parties ont décidé la réactivation de la commission de sécurité « la plus vite possible ». La « question fondamentale de la mise en œuvre de l'accord de Nkomati » et les « problèmes de

Rien n'échappe au zèle démesuré du législateur pour qui chaque domaine doit être réglementé en fonction de l'appartenance raciale. A partir de 1958, Hendrik Verwoerd, le nouveau premier ministre, considéré comme l'« architecte » de ce système codificateur, parachève l'œuvre de ses deux prédécesseurs par la création des home lands ou bantoustans avant d'être assassiné en 1966. Parallèlement, le Parti national ne cesse d'accroître sa majorité au Parlement. Lors des élections de mars 1966, il obtient, pour la première fois, la majorité absolue, qu'il a depuis toujours préservée.

Dès 1967, en pleine apogée, alors que la population blanche prospère au-delà de toute espérance, les premières fissures apparaissent. Deux camps commencent à se former : les Verligtes (éclairés libéraux) et les Verkraampies (crippés conservateurs). La formule idéale du développement séparé et harmonieux des races permettant de préserver l'identité de chacune et leur épanouissement respectif se révèle être un rêve irréalisable. La mort de Sharpeville, le 21 mars 1960 (soixante-neuf morts), a ébranlé bien des certitudes. Il faudra le tournant de Soweto, en 1976 (cinq cent soixante-quinze morts officiellement), pour que la solution magique à laquelle croyaient les nationalistes commence à se dissiper. En janvier 1986, le président Pieter Botha reconnaît enfin que « le concept de l'apartheid est dépassé ».

Cette doctrine périmée est loin d'avoir rendu l'âme. Si certains de ses aspects les plus révoltants, comme le système du « pass », ont été supprimés, plusieurs de ses fondements sont toujours en vigueur et rien n'indique que le gouvernement ait la moindre intention de les abolir, au contraire. Seulement, on ne parle plus de race mais de groupe, plus d'ethnies mais de minorités.

Au ban des nations

Le régime a forgé les termes d'« affaires propres » (à chaque communauté) et d'« affaires générales ». Le 16 mai, Frederik De Klerk, président du conseil des ministres de l'Assemblée blanche, déclarait : « Le concept d'« affaires propres », qui est encore dans les limbes, est une conséquence logique découlant de la diversité réelle du peuple sud-africain. Il existe un besoin pour chaque groupe de gérer ses propres intérêts sans crainte d'une domination par un autre groupe. Il serait impossible d'avoir un système qui ignore la réalité d'un besoin pour des « affaires propres ».

Quarante ans après, le Parti national ne parvient toujours pas à jeter aux oubliettes les bases d'un système identifié à son règne. Il tâtonne pour trouver des formules qui, en fin de compte, ne sont que de pauvres dérivés d'un concept qui n'en finit pas de mourir et dont personne ne sait par quoi le remplacer. De sensibles progrès ont été accomplis sous la tutelle du président Botha qui, par une coïncidence de l'histoire, a fait son entrée au Parlement en 1948. Mais il est incontestable que la parti tourne en rond, cherchant en vain une autre recette magique qui reste toujours à inventer.

Après dix ans à la tête de l'Etat, l'homme qui a fait entrer son parti dans l'ère du réalisme n'est pas parvenu à dire non définitivement à un système moribond, ni à mettre en application les valeurs démocratiques dont il ne cesse de se réclamer. Rejetant tous les modèles existant sur la planète, M. Botha estime que l'Afrique du Sud est un cas unique qui appelle une formule originale, ce qui est sans doute une pageure. En attendant, il a paradoxalement adopté certaines des théories de

l'United Party, aujourd'hui détesté. Ce qui est loin d'être suffisant à l'heure actuelle pour sortir le pays de ses difficultés.

Si les nationalistes ont réalisé quelques performances dans le domaine économique, le pays est plus que jamais devenu un paria de la communauté internationale. L'Afrique du Sud n'entretient de relations diplomatiques qu'avec trente-cinq Etats dans le monde. Ses sportifs sont des pestiférés. Les capitaux se sont taris. Il est interdit d'y vendre des armes. Ses avions ne peuvent survoler le continent africain. Son passeport est devenu un repoussoir. Ses habitants sont considérés comme des « intouchables ». Le mot apartheid est devenu synonyme de plaie mondiale. Ce régime d'exclusion a fabriqué une nation d'exclus.

Après un si long règne, il n'est pas facile de sortir des ornières. Le Parti national en est-il capable ? La contestation sur sa droite ne lui laisse qu'une étroite marge de manœuvre. Il navigue entre deux écueils, les radicalismes noir et blanc, qui lui interdisent d'innover,

si tant est qu'il en ait vraiment l'intention.

Lors des élections de 1987, il a dépassé à peine les 50 % de suffrages exprimés, alors que, en 1977, il en avait totalisé 65 %. Certes, en guise de consolation, il a largement morcé sur l'électorat anglophone, mais il perd de plus en plus de terrain dans les campagnes et surtout parmi les Afrikaners pour qui le Parti national faisait partie intégrante de la nation boer.

En revanche, le Parti conservateur de M. Andries Treurnicht s'impose de plus en plus dans le monde rural et parmi les petits Blancs. Insensiblement, on retrouve la situation qui prévalait lors des élections du « pain blanc » de 1948, comme on les a appelées. Un glissement de quarante ans au terme duquel le Parti national pourrait bien se retrouver dans la position qui fut celle de l'United Party et le Parti conservateur dans celle du Parti national. Décidément les idées les plus folles ont la vie dure.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Vingt-huit dirigeants africains ont célébré le 25^e anniversaire de l'OUA

Vingt-huit chefs d'Etat ou de gouvernement africains (1) ont soufflé, le mercredi 25 mai à Addis-Abeba, les bougies du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) autour de son président en exercice, le Zambien Kenneth Kaunda.

Des musiciens et danseurs venus d'Algérie, du Nigeria, du Soudan et de la Zambie ont animé les réjouissances dans l'enceinte de l'Africa Hall où, il y a un quart de siècle, trente dirigeants de pays pour la plupart nouvellement indépendants signèrent la charte de l'organisation panafricaine. Cet anniversaire s'est déroulé dans une relative indifférence à Addis-Abeba même, où la population était loin de manifester l'enthousiasme et l'espérance qui avaient marqué la création de l'OUA il y a vingt-cinq ans.

De nombreux entretiens se sont déroulés au marge des célébrations, dont une rencontre quadripartite autour du Sahara occidental. Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a rencontré M. Kaunda et son successeur probable, le Malien Moussa Traoré, ainsi que le président de la République arabe sahraïte démocratique (RASD), M. Mohamed Abdelaziz.

M. Perez de Cuellar s'est déclaré d'« un optimisme prudent », soulignant que le problème du Sahara occidental était complexe.

Enfin, à quatre jours du sommet américano-soviétique de Moscou, l'Afrique a réaffirmé jeudi sa « politique de non-alignement ».

La déclaration solennelle adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement africains recommande aussi le soutien de la communauté internationale à des sanctions contre l'Afrique du Sud et met l'accent sur la suprématie de la lutte armée en Afrique australe.

Les dirigeants africains expriment aussi leur préoccupation concernant le fardeau de la dette, « un des facteurs principaux de la crise économique africaine », et réitérent leur demande d'une conférence internationale sur ce problème avec leurs créanciers. — (Reuter, AFP.)

(1) Algérie, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Congo, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, RASD, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

UN INTELLECTUEL EN POLITIQUE

Elisabeth BADINTER
Robert BADINTER

CONDORCET



Un intellectuel en politique

Fayard

140F - 660 pages

egalement paru chez Fayard

Correspondance inédite de Condorcet et Madame Suard.

FAYARD

Politique

Une circulaire de M. Rocard

Gouverner autrement

Les services du premier ministre ont rendu publics, le mercredi 25 mai, la circulaire adressée par M. Michel Rocard à tous les ministres et secrétaires d'Etat membres de son gouvernement, et qui définit ce que M. Rocard appelle le « gouverner autrement ». Cette circulaire dont nous reproduisons ci-contre le texte intégral, devait être publiée au Journal officiel du 27 mai.

ment ont ordre de priorité dans les attentes que le premier ministre veut inverser.

M. Rocard le répète depuis des mois : si un nouveau gouvernement doit définir quelques « priorités exclusives », l'essentiel des solutions techniques est désormais « sur la table ». Ce qui fera la différence, c'est le tour de main de l'artisan, la méthode de gouvernement.

Deux logiques

Ce « gouverner autrement », tel que le définit la circulaire du premier ministre, c'est, en quelque sorte, la substantifique moelle du rocardisme appliquée à la gestion d'un gouvernement : respect des personnes et des institutions, rôle incitatif de l'Etat, autonomie des acteurs, mais aussi (c'est moins rocardien mais plus efficace), discipline des ministres, unité de commandement et d'expression.

Est-ce un hasard ou une coïncidence déliée ? M. Rocard donne ces instructions au moment même où, de façon encore fautive, apparaissent précisément les premières difficultés sur l'unité d'expression gouvernementale. Ces difficultés proviennent de M. Pierre Bérégovoy qui, privé de l'hôtel Matignon, n'a pas renoncé à faire entendre sa différence.

M. Michel Rocard avance. A grandes enjambées, comme il en a l'habitude. Meticuleusement, mais à cadence accélérée, le premier ministre amène Matignon à la rocardie, sans, pour le moment, dévier d'un pouce de la voie qu'il s'était tracée. Pendant la campagne, M. Rocard avait abréuvé jusqu'à plus soif ses auditoires de variations sur le « gouverner autrement ». Il n'est pas à Matignon depuis trois semaines que déjà, dépassant la grille du Journal officiel, il y publie une circulaire adressée à son gouvernement qui définit, minutieusement en neuf feuillets serrés, cette novation.

La démarche peut surprendre. Les Français ont coutume d'attendre d'un gouvernement un programme et nulle introspection sur sa méthode qu'ils veulent croire, par nature, efficace. C'est précisé-

En indiquant, devant le conseil des ministres de mercredi (le Monde du 26 mai), qu'il est favorable à un rétablissement de l'IGF au taux et sur les bases d'imposition de 1982, le ministre de l'économie et des finances sait très bien qu'il prend le contrepied de son premier ministre. Au-delà de cette divergence publique, les deux hommes semblent animés par des logiques différentes, même si l'étrécissement des marges de manœuvre en réduit la portée concrète.

Priorité de M. Bérégovoy ? La désinflation. Celle de M. Rocard ? la cohésion sociale. Certes, le ministre de l'économie fait son travail et il serait absurde de prétendre que M. Rocard n'est pas préoccupé par la désinflation.

Un débat insolite

Mais l'annonce d'une priorité donnée à la désinflation, avec ce qu'elle suppose de rigueur salariale sans faille, n'est pas exactement la meilleure manière d'indiquer au monde du travail que le gouvernement porte ses « espérances », comme l'a dit M. Rocard dès le premier conseil des ministres du nouveau septennat.

Sans doute M. Rocard sait-il que, dans les mois qui viendront, le base

sociale traditionnelle de la gauche va devoir avaler quelques coulures supplémentaires (nouvelle augmentation du chômage) qui passeront peut-être mieux si elles sont accompagnées d'un langage réconfortant. Mais au-delà du langage, M. Bérégovoy semble, de son côté, bien décidé à se cantonner, sans états d'âme particuliers (le mot salaire ne figure pas dans sa communication au conseil telle qu'elle est retranscrite dans le communiqué officiel) à ce que M. Rocard avait appelé, pour s'en démarquer, une « gestion notariale » de l'économie et des finances publiques.

Le ministre de l'économie donne l'impression d'être prêt à perpétuer la rigueur, sans aucun inféchissement, afin de corriger l'« assésissement » de l'économie. M. Rocard, soucieux des aspirations et du malaise qu'expriment la « base » et les dirigeants syndicaux, paraît lui, prêt à saisir la première embelle de la conjoncture internationale pour accorder, enfin, aux salariés quelques « contreparties » pour son long effort.

Le social contre l'économique. C'est un débat étendu mais insolite, dans sa manière et ses acteurs, qui semble s'ouvrir à l'intérieur du gouvernement.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

« Un code

Voici, dans son intégralité, la lettre de M. Rocard à ses ministres :

Il n'est pas d'usage qu'un premier ministre s'adresse aux membres de son gouvernement sous la forme que j'ai choisie ici.

Si la gamme d'expression habituelle ne connaît guère, en effet, de formules intermédiaires entre la déclaration politique et la classique circulaire.

Maître notre pays se trouve assailli de trop de difficultés, notre appareil d'Etat est devenu trop distant de la société civile, pour dédaigner, ici comme ailleurs, les démarches nouvelles.

Donner aux multiples aspirations émanant des différents secteurs de la société l'occasion de s'exprimer, de se confronter et, si possible, de s'harmoniser est notre commune ambition. Mais cela impose au gouvernement une organisation, une démarche et des méthodes permettant de concilier le souci du dialogue et le maintien de l'autorité de l'Etat.

Le programme du gouvernement présente, le moment venu, les voies et moyens d'une telle action.

La présente circulaire comporte d'ores et déjà des instructions sur la manière d'agir qui devra être la nôtre.

Celles-ci ont été regroupées sous cinq titres de chapitre : respect de l'Etat de droit ; respect du législateur ; respect de la société civile ; respect de la cohésion de l'action gouvernementale ; respect de l'administration.

Cette liste n'épuise pas un sujet dont les aspects multiples se révéleront à chaque instant de votre action ministérielle. Certains de ces aspects ont d'ailleurs fait l'objet de circulaires de mes prédécesseurs, dont la liste figure en annexe et auxquelles vous voudrez bien vous reporter.

Je vous demande cependant de voir dans les instructions qui suivent, au-delà du simple rappel de règles de bonne administration dont l'évidence, un code de déontologie de l'action gouvernementale.

J'ai souhaité y rendre perceptibles l'esprit et la méthode qui doivent désormais inspirer nos travaux.

Aussi ai-je voulu que cette circulaire soit un des premiers actes du premier ministre désigné le 10 mai 1988 et qu'elle soit publiée au Journal officiel de la République française.

Je compte sur chacune et chacun d'entre vous pour la mettre en œuvre, tout comme vous pourrez compter sur moi pour y être attentif.

1. - Respect de l'Etat de droit. - Il convient de tout faire pour déceler et éliminer les risques d'inconstitutionnalité susceptibles d'entraver les projets de loi, les amendements et les propositions de loi inscrites à l'ordre du jour. Cette préoccupation doit être la nôtre même dans les hypothèses où une saisine du Conseil constitutionnel est peu vraisemblable.

Je considère, en effet, comme de l'honneur du gouvernement de ne porter aucune atteinte, fût-elle minime et sans sanction, à l'Etat de droit.

Je vous demande à cette fin :

- De faire étudier attentivement par vos services les questions de constitutionnalité qui pourraient soulever un texte en cours d'élaboration et de saisir le secrétaire général du gouvernement suffisamment à l'avance pour lui permettre de se livrer également à cette étude ;

- De prévoir un calendrier des travaux préparatoires laissant au Conseil d'Etat le temps de procéder à un examen approfondi du projet. Sauf urgence, la transmission du projet au Conseil d'Etat par les soins du secrétaire général du gouvernement devra précéder d'au moins quatre semaines sa présentation au conseil des ministres. Vous ne devrez pas hésiter à exposer au Conseil d'Etat les questions de constitutionnalité que vous avez rencontrées au cours de l'élaboration du projet qui lui est soumis ;

- De tenir informé le secrétaire général du gouvernement des amendements susceptibles de poser des questions de constitutionnalité, afin d'organiser en tant que de besoin des réunions interministérielles de mise au point pour conjurer tout risque. Cette précaution vaut tant pour les amendements adoptés en commission que pour les amendements déposés et adoptés en séance.

« Laisser au Parlement le temps de débattre »

2. - Respect du législateur. - Le vote de la loi est l'acte fondamental de la vie de la démocratie.

Aussi attachérai-je le plus grand prix à ce que vous suiviez les instructions suivantes dans vos relations avec le Parlement.

a) Vous consacrez tout le soin qui s'impose à votre participation au débat parlementaire.

Présenter un projet de loi au Parlement constitue, en effet, pour un membre du gouvernement, un honneur beaucoup plus qu'une charge.

En outre, l'expérience montre que le débat parlementaire, contrairement à une idée encore trop répandue, contribue de façon décisive à la maturation d'un texte.

b) Vous veillerez, dans l'accomplissement de cette fonction, à prendre

la position qui, en égard à l'évolution du débat, est la plus conforme à l'esprit des délibérations interministérielles préalables au dépôt du texte.

Je vous demande, en particulier, de ne vous écarter d'une position que j'aurai arrêtée au cours des travaux interministériels préparatoires que si une raison sérieuse le justifie et après avoir recueilli mon accord.

c) La durée de vie des lois est en constant raccourcissement, soit qu'adoptées dans des conditions inutilement conflictuelles elles sont remises en cause politiquement, soit que débattues avec une hâte excessive les maléfiques dont elles sont porteurs imposent des rectifications. Vous vous efforcerez donc, ce point est capital et je me permets

Hommes, Entreprises. Réponses sur la confrontation des stratégies

PREMIERES JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL LE MONDE PARIS 11, 12, 13 OCTOBRE 1988

Lorsque les modèles disparaissent, les solutions d'avenir naissent de la confrontation des stratégies : les vôtres sont présentes depuis votre tribune des Premières Journées Prospectives du monde, et celles des cadres les plus exigeants s'y mesurent dans la salle.

Productivité, internationalisation, gestion des carrières, gestion des ressources humaines, dialogue social, organisation des entreprises, mobilité des emplois... Ce sont quelques-uns des thèmes retenus par les entreprises qui sont, à ce jour, nos premiers partenaires :

Schlumberger, Sema Metra, Air Inter, Cof Chimie, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Renault.

Si vous estimez que votre entreprise a, elle aussi, sa place parmi celles qui, en France, innovent en matière de gestion des ressources humaines dans la perspective des dix prochaines années, faites-le savoir !

Pour que votre entreprise soit présente aux Premières Journées Prospectives du monde, les 11, 12 et 13 octobre 1988 à Paris, contactez sans plus attendre Anne CARTIER, Agence Image & Images, 13, passage Landrien, 75007 PARIS. Tél. 47-53-70-71.

PARIS
11, 12, 13 OCTOBRE 1988
PREMIERES
JOURNEES
PROSPECTIVES
Le Monde

Léo HAMON



La logique de l'institution : l'homme de l'ouverture ?

Lettre au Président de la République nouvellement élu

L.G.D.J.

26, rue Vercingetorix, 75014 Paris - Tél. 43.35.01.67

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

deontologie de l'act

JACQU...
UNE P...

سكزا من الاصل

Politique

à ses ministres

de déontologie de l'action gouvernementale

d'y insister, de laisser au Parlement le temps de débattre et de faire adopter les textes par la majorité la plus large.

Sauf urgence avérée, vous devez prévoir des délais d'examen par le Parlement sensiblement plus importants que ceux qui ont été observés au cours des années passées. A cet égard, il ne doit plus être considéré comme *a priori* normal qu'un texte soit déposé et adopté au cours de la même session.

De même, en vue d'aboutir au vote d'un texte par une majorité plus importante que celle qui se réclame habituellement de l'action du gouvernement, vous ne négligerez d'utiliser aucune procédure de concertation, vous ne refuserez d'explorer aucune voie de compromis acceptable, c'est-à-dire aucune solution techniquement réaliste et compatible avec les engagements fondamentaux du gouvernement. Tout infléchissement de la position du gouvernement qui pourrait être utilement et contribuer recueillir mon accord.

Vous pourrez demander au ministre chargé des relations avec le Parlement tout réajustement de l'ordre du jour permettant au débat parlementaire d'évoluer dans le sens d'une plus ample adhésion.

3. - Respect de la société civile : Si la finalité de notre action est l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens, elle n'est certainement pas de leur imposer un mode de vie dont ils ne voudraient pas. Aussi devons-nous être constamment à l'écoute des aspirations et contribuer, si faire se peut, à leur réalisation.

a) La société civile admettra d'autant mieux l'autorité de l'Etat que celle-ci se montrera capable de la comprendre.

Il vous faudra pour cela pousser les administrations à se rendre plus disponibles aux citoyens, qu'il s'agisse de faciliter aux usagers l'accès des services publics (heures d'ouverture, accueil aux guichets, personnalisation de contact administratif, etc.) ou, de façon plus ambitieuse, d'identifier, d'analyser et de prévenir le mécontentement social. Il conviendra à cet effet de combattre la tendance qui est celle de toute institution, lorsqu'elle a pris les dimensions de notre appareil d'Etat, à perdre la conscience des intérêts en vue desquels elle a été créée, pour y substituer ses intérêts propres.

b) Il vous faudra également dissiper l'illusion qui voit dans l'intervention de l'Etat la solution de tous les maux, en vous efforçant de modérer, dans chaque domaine, sans parti pris ni dans un sens ni dans l'autre, ce que doit être le « juste Etat ». Il faut pour cela assigner à l'action de l'Etat un début et une fin, de sorte que l'on sache quand son intervention n'est plus nécessaire dans un domaine et doit en revanche se redéployer dans un autre.

c) Il conviendra, en outre, de tirer parti, dans la formation de vos projets, des initiatives, des bonnes volontés et des idées dont est riche la société civile. Au fur et à mesure que les acteurs sociaux, économiques et culturels se révèlent aptes à se saisir de tâches d'intérêt général, l'action de l'Etat doit passer de la gestion directe au « faire faire », du « faire faire » à l'incitation et de l'incitation à la définition des règles du jeu.

d) Nous devons préférer, toutes les fois que c'est possible, aux arguments d'autorité des négociations réelles, loyales, méthodiques et, s'il y a lieu, formalisées par des conventions. A cet égard, il vous reviendra en propre de conduire, avec les organisations représentatives relevant de votre secteur de compétences, les concertations qui s'imposent. Je ne devrai intervenir dans ces contacts qu'à titre exceptionnel.

« Je combattrai l'excès de législation »

e) La société civile peut être justement irritée par l'excès et la complexité des règles que l'Etat lui impose, ainsi que par la difficulté d'y avoir accès.

Le volume des textes normatifs composant notre ordonnancement juridique connaît, en effet, un accroissement continu dont l'étendue détaillée révèle le caractère excessif.

Je combattrai, dans son principe même, l'excès de législation ou de réglementation, tout particulièrement lorsqu'il apparaît qu'un allègement des contraintes de droit écrit permettrait, grâce à la négociation sociale et à la responsabilité individuelle, d'obtenir des résultats au total plus satisfaisants pour la collectivité.

En outre, là même où l'intérêt général justifie l'édiction de nouvelles règles ou la modification des règles existantes, la production de normes juridiques peut revêtir des formes néfastes dont il convient de corriger les effets : dispositions nouvelles se superposant, sans s'y insérer de façon claire, aux dispositions existantes ; textes obscurs suscitant toutes sortes de difficultés d'interprétation et d'application ; procédures inutilement complexes portant en germe des développements contentieux ; dispositions sans contenu normatif n'ayant leur place que dans les exposés des motifs ou les débats ; recours à un langage codé connu des seuls initiés, donnant à l'administration et à quelques spécialistes un monopole d'interprétation.

Je vous demande en conséquence :

- De vérifier, avant de préparer une nouvelle norme juridique, que le problème ne peut pas être résolu par d'autres voies : actions d'information ou de persuasion, négociation avec les partenaires sociaux, conventions, meilleure organisation de vos services. Une interrogation, à cet égard, doit rester présente en permanence à nos esprits : les dispositions existantes ne constituent-elles pas un cadre juridique suffisant ?

- S'agissant plus particulièrement des projets de loi, de ne proposer de faire figurer au programme de travail du gouvernement que les textes dont le contenu est intégralement législatif et dont l'intervention est absolument nécessaire soit à la mise en œuvre des priorités gouvernementales, soit au traitement de questions techniques qui ne pourraient trouver autrement leur solution. Je n'accepterai d'inscrire à l'ordre du jour prioritaire du Parlement que les projets de loi répondant à ces exigences ;

- De vous efforcer de débarrasser notre ordonnancement juridique de règles devenues déshabituées ou inutilement contraignantes, tout en favo-

En conséquence, la légitimité comme l'efficacité de l'intervention de l'Etat exigent désormais de façon urgente d'améliorer la productivité et la qualité des services publics. Je vous demande donc de poursuivre les efforts faits dans ce sens par mes prédécesseurs et d'engager de nouvelles actions dans le même but.

4. - Respect de la cohérence de l'action gouvernementale : L'unité de l'action gouvernementale est une exigence constitutionnelle.

Compte tenu des interférences entre attributions ministérielles, inévitables dans une société aussi complexe que la nôtre, elle est également une condition première de l'efficacité de l'action gouvernementale.

Enfin, la solidarité gouvernementale est un impératif politique : c'est collectivement que les membres du gouvernement sont responsables devant l'Assemblée nationale ; quant à l'opinion publique, elle ne saurait

devoir être de nature à gêner aucun de ses collègues.

Ils ne doivent comporter aucune espèce d'engagement sur les modalités, ni même sur le principe, de mesures dont l'intervention est encore à l'étude. Dans le même esprit, je vous invite à ne pas faire de déclaration publique sur les sujets inscrits à l'ordre du jour du conseil des ministres avant celui-ci.

S'agissant des mesures déjà prises, la solidarité gouvernementale appelle non seulement, cela va de soi, l'absence de toute manifestation publique de désaccord ou de réserve de la part d'un membre du gouvernement, mais encore l'attribution au seul membre du gouvernement dont la mesure relève directement de la responsabilité d'en exposer au public le sens et l'économie. Lorsqu'une mesure relève de plusieurs membres du gouvernement, sa présentation devra faire l'objet d'une concertation préalable.

Je souhaite cependant que mon intervention reste exceptionnelle et que vous exorciez la plénitude de vos responsabilités.

Je vous rappelle à cet égard que, pour qu'une affaire soit évoquée à Matignon, une au moins des deux conditions suivantes doit être remplie :

- Nécessité juridique de la saisine du premier ministre (par exemple lorsque la mesure à prendre revêt la forme d'une loi) ;

- Désaccord persistant entre deux membres du gouvernement aux compétences desquels ressortit également la mesure. Je mets à dessein l'accent sur la persistance du désaccord : vous devez d'abord chercher effectivement à le résoudre, et non recourir à moi dès le premier obstacle rencontré. Mon cabinet y veillera.

c) Un formalisme minimal est nécessaire pour enregistrer de façon incontestable les accords obtenus et les décisions rendues dans le cadre des réunions et comités interministériels.

J'insiste tout particulièrement sur la nécessité de remettre à mon cabinet, ainsi qu'au secrétariat général du gouvernement, préalablement à toute réunion, un dossier leur permettant de prendre une vue d'ensemble des objectifs poursuivis, des solutions envisageables et des diverses implications de ces dernières, ainsi que de l'objet et de la portée des désaccords éventuels.

d) L'histoire a bâti notre administration selon un axe vertical. Mais la majeure partie des problèmes à régler se pose de manière horizontale et appelle des concertations interministérielles et souvent la coopération de services relevant de plusieurs ministères. Aussi vous demanderai-je de veiller à éviter les querelles de bureaux ou de départements par une véritable collaboration à l'intérieur même de l'administration. Les batailles de territoire n'ont pas toujours un vainqueur administratif, mais elles trouvent toujours un vaincu en la personne de l'usager.

Contre le système de dépouilles

5. - Respect de l'administration :

- Vous disposez, sur l'organisation des services relevant de votre autorité, d'un pouvoir de direction et d'organisation qui vous appartient en propre.

Je crois toutefois utile de rappeler quelques-unes des règles dans le respect desquelles ce pouvoir doit s'exercer.

a) Pour reprendre les termes de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (laquelle, comme vous le savez, a pleine valeur constitutionnelle), la désignation des titulaires des emplois publics doit se faire « sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ».

La prise en compte d'autres considérations, et en particulier le remplacement, contre la volonté des intéressés, d'agents loyaux et compétents, relève donc de ces « mauvaises mœurs » qu'à la suite du président de la République, dans sa Lettre à tous des Français, je vous demande d'éliminer.

b) La vocation du cabinet ministériel, tel que la comprend une tradition administrative française trop souvent méconnue, est d'assurer une liaison entre le ministre, d'une part, ses services et les autres départements ministériels, d'autre part. Le cabinet ne doit en aucun cas « faire écran » entre le ministre et les services. Il est donc indispensable que vous établissiez des relations de collaboration suivies avec les directeurs de vos administrations centrales. Dans cet esprit, j'ai limité le nombre des membres de vos cabinets, poursuivant les efforts antérieurs dans ce sens.

c) Il est indispensable de faire de ce mode traditionnel d'exercice du pouvoir hiérarchique qui constitue les circulaires ministérielles un usage plus réfléchi et plus modéré, de manière à en faire un véritable instrument de communication. Je vous demande à cet égard de vous conformer aux instructions contenues dans la circulaire de mon prédécesseur en date du 15 juin 1987.

La brièveté des délais que je me suis imposés pour élaborer les présentes instructions témoigne de l'importance que j'y attache. Je compte sur chacun d'entre vous pour en appliquer les termes et en respecter l'esprit.

Je vous remercie de l'attention personnelle que vous y porterez. Elle contribuera à notre efficacité et à l'accomplissement des missions qui sont les nôtres.

(Les initiales sont de la rédaction.)



admettre que le gouvernement ne soit pas un.

En acceptant de faire partie de mon gouvernement, vous vous êtes engagés sur cette solidarité pour toute la durée de vos fonctions.

Encore faut-il en tirer les conséquences pratiques, qu'il s'agisse de vos déclarations publiques ou de l'organisation interne du travail gouvernemental.

A cet égard, je crois devoir attirer spécialement votre attention sur des règles dont l'observation paraît aller de soi, mais qui, l'expérience le montre, sont parfois méconnues sans que la pression des circonstances puisse toujours les rendre explicables ou acceptables.

a) Les propos publics tenus par un membre du gouvernement ne

Dans tous les cas, je vous demande d'apporter aux questions inévitablement imprécises ou simplifiées qui vous seront posées les réponses résultant au problème sa dimension réelle et de préférer à la facilité d'une répartition des exigences de la pédagogie. J'ajoute que les « effets d'annonce » se révèlent souvent être des annonces non suivies d'effets. Aussi doit-on toujours préférer le constat de l'action à l'annonce de l'intention.

b) La Constitution dispose que le premier ministre « dirige l'action du gouvernement », lequel « détermine et conduit la politique de la nation ».

Il en résulte que, dans l'exercice de mes fonctions constitutionnelles, je serai amené non pas, comme le donne à penser une expression usitée mais impropre, à « rendre des arbi-

Une circulaire de M. Rocard
Un code

Texte administratif ou législatif, très dense et difficile à lire, typique des documents officiels de l'époque.

Léo HAMON

La loi de l'Etat

Lettre au Président de la République

1987

JACQUES DELORS.
UNE PRÉFACE À L'EUROPE.

Jacques Delors

1992

C'est une véritable révolution tranquille qui s'opère. Je l'observe tous les jours, les Européens ne sont pas disposés à « poser le sac au bord de la route ». Cette étude leur montre en tout cas les chemins de l'espoir et les conditions de la réussite.

Jacques Delors

250 pages - 59 F

Flammarion

Panthère de Cartier

PARFUM

Panthère de Cartier

Paris

Politique

La préparation des élections législatives

M. Le Pen est en situation difficile selon plusieurs sondages

M. Jean-Marie Le Pen serait battu au second tour des élections législatives dans la huitième circonscription des Bouches-du-Rhône, le candidat socialiste, M. Marius Masse, l'emportant avec 62,5 % des suffrages. Tel est l'un des enseignements d'un sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 26 mai, dans *Paris-Match* (1). Si, au premier tour, le président du Front national arrive en seconde position, avec 27 % des intentions de vote, contre 35 % à M. Masse et 23,5 % à M. Raymond Gailla (URC-RPR), il pèche, au second tour, d'un mauvais report des voix de droite : seuls 33 % des électeurs de M. Gailla déclarent voter en sa faveur (28 % choisissent M. Masse).

De même, selon une étude réalisée les 20 et 21 mai par IPSOS et publiée, le jeudi 26, dans *VSD*, 51 % des personnes interrogées souhaitent que M. Le Pen soit battu tandis que 49 % espèrent l'élection de M. Bernard Tapie dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône. Dans la perspective des municipales de 1989, 64 % des 813 interviewés marseillais ne veulent pas que le président du FN devienne leur maire. En revanche, si 43 % des sondés ne souhaitent pas non plus que M. Tapie le devienne, 42 % l'envisagent.

Plus généralement, une seconde enquête BVA-*Paris-Match* (2), parue également jeudi, indique au premier tour du scrutin législatif la gauche recueillirait 52,5 % des intentions de vote (au lieu de 49,5 % le 14 mai), 8 % des électeurs (au lieu de 6,5 %) se prononcent en faveur des candidats communistes et 44,5 % (au lieu de 42 %) en faveur de ceux de la majorité présidentielle. A droite, les représentants de l'URC obtiendraient 39,5 % des suffrages (au lieu 40,5 %), tandis que ceux du FN en recueilleraient 8 % (au lieu de 7 %).

Les projections de ces résultats sur la répartition des sièges à l'Assemblée nationale accordent entre 383 et 452 députés au PS (la majorité absolue étant de 289 députés) et de 103 à 172 élus à l'URC. Selon ces estimations, qui ne tiennent pas compte des particularismes locaux, le Parti communiste et le Front national obtiendraient aucun siège.

Pourtant, 59 % des personnes interrogées demeurent attachées à la formation d'une majorité socialiste et centriste. De même, 65 % des sondés souhaitent que « M. Mitterrand fasse largement appel » à des personnalités centristes pour la formation du gouvernement, 56 % des électeurs socialistes partageant cet avis. D'autre part, 48 % des personnes interrogées par la SOFRES dans un sondage publié, le 26 mai, dans un groupe de journaux de province (3), rendent les centristes responsables du manque d'ouverture politique du nouveau gouvernement, car « ils n'ont pas osé franchir la pas vers les socialistes ».

(1) Sondage effectué par téléphone, les 21 et 22 mai, auprès d'un échantillon représentatif de la huitième circonscription des Bouches-du-Rhône de 304 personnes.
(2) Sondage réalisé, les 21 et 22 mai, auprès d'un échantillon représentatif de 1.515 personnes.
(3) Sondage effectué de 19 au 21 mai auprès d'un échantillon représentatif de 1.600 personnes.

Marseille, cible du Front national

Selon un sondage BVA réalisé pour *Paris-Match*, M. Le Pen serait largement battu dans la huitième circonscription de Marseille. Un autre sondage, IPSOS, réalisé pour *VSD*, indique que les Marseillais ne souhaitent pas que le président du Front national devienne maire de leur ville.

M. Le Pen a décidé de saisir la commission des sondages après la publication de l'enquête BVA. Il estime que « les électeurs doivent être mis au garde-contre les procédés d'intoxication qui, en certaines circonstances, frisent l'escoquerie ».

Dans une entrevue à *Paris-Match*, il traite son adversaire socialiste, M. Marius Masse, de « zéro » et de « nullité ». Il qualifie également M. Tapie, candidat de la majorité présidentielle dans la sixième circonscription, de « comique ».

Sourire avec Tapie

MARSEILLE de notre envoyé spécial

« Mais, souriez donc Monsieur », s'écrit impérieusement des tabords Bernard Tapie. « Je ne rencontre ni que des gens qui font le gusule. » Ou l'abus parolier. Les motifs sérieux de sourire — dignement s'entend, et sans prétention, à quelque insidieux pronostic larvé — manquent. Mais, à la réflexion... Bernard Tapie, glorieux parachuté sur la sixième circonscription de la cité phocéenne, vit une aventure qui, tantôt naïve ou austère, en mouvement, poursuit bien après tout y inclut. Redisons-le sans malice.

Le candidat autopromu de la société civile dynamique et vivante modale de « plus gagnant que moi, tu meurs », muni d'une probable bénédiction parisienne pour ne pas dire thyderna, lesté ensuite d'une officielle et problématique onction socialiste marseillaise pure sucre, ne s'est véritablement attaqué à ladite sixième circonscription que mercredi.

Mardi, il y avait déjà un peu circulé, de jour, et déçu. Le veille au soir, pendant que Jean-Marie Le Pen s'abîmait, sur le Vieux-Port, l'océanisme poli et ferme de la clientèle du New-York, brasserie médiatico-intellectuelle de la ville, Bernard Tapie avait mis les pieds pour la première fois dans sa circonscription. Il prenait ainsi un longueur d'avance symbolique sur le même Jean-Marie Le Pen, adversaire omniprésent mais hors d'attente jusqu'à se présenter ailleurs.

Dès mardi, la société civile eut, par la voix autorisée de Bernard Tapie,

des mots peu tendres pour la société politique, imprégnée par le lentour du défilage. Bernard Tapie fit valoir qu'à toute demande de sa part il lui était répondu « demain » et que trop de temps était déperdi à la faire renouer des « paroles ». Cette gentillesse, proférée après un récit de réunion avec des responsables de section socialistes, levait un doute ténu : l'orientation du PS n'est pas pour le candidat Tapie la beume du succès garanti.

A qui, à quoi se fier alors ? Au Provençal, d'abord. Ce n'est pas rien. Le quotidien ne se montre pas hostile — c'est un euphémisme — à la candidature de Bernard Tapie. Il affiche même une aussi ardente résolution à faire comprendre à ses lecteurs tous les aspects positifs de cette candidature qu'à leur représenter le mauvais coup fomenté contre Marseille par l'insistante présence de Jean-Marie Le Pen. Organisation souple, le Provençal peut aussi faire d'un rédacteur en chef, le temps d'une campagne, un membre de conseil — poisson pilote, et même fournir à l'occasion un journaliste-chasseur.

Est-ce suffisant pour jeter la sixième circonscription dans les bras de Tapie ? Avec une instance à la fois passionnée et goguenarde d'homme à bonnes idées mais qui ne les donne ou ne vend qu'aux gens qui lui font plaisir, le célèbre repenseur, sans traîner, présente les termes du marché. Si la sixième circonscription élit Tapie, Tapie lui fournira des emplois, de la formation, mille trucs qui aident à faire plus et mieux. Mais si la sixième circonscription laisse

Tapie sur le carreau électoral, qu'elle aille se faire voir.

Ainsi les choses sont claires. Claires aussi les racines marseillaises spectaculaires deux fois plutôt qu'une, mais peut-être pas si profondes que cela, de Tapie-l'ouverture : l'Olympique de Marseille.

Conséquence instantanée de la « parascène », une rencontre de hasard mit en présence au cours d'une réception à l'ambassade d'URSS lors de la première visite officielle en France de Mikhail Gorbatchev, Bernard Tapie et Edmonde Charles-Roux, épouse de Gaston Defferre (la scène se passa quelques mois avant le mort de ce dernier).

Glorieuse incertaine

Présenté au maire de Marseille, que l'épine de son club de football déclinant faisait cruellement souffrir, Bernard Tapie devint promptement le repenseur et, pour un temps, le sauveur de l'OM, la candidate à des triomphes aujourd'hui un peu refroidis par la glorieuse incertitude du sport.

Ce fut assez pour faire de Bernard Tapie un Marseillais à (longues) échelles. Le temps d'un match, ou pour restructurer et surveiller la machine financière et sportive de l'OM, Tapie est là. Bouillant, emporté — il lui arrive de s'exalter verbalement contre un arbitre ou un critique mal intentionné de son équipe, — il peut au moins se ventiler, et ne s'en prive pas, d'avoir tiré du gouffre une équipe qui, peut-être, sortira aussi demain de sa grille du moment.

Mari de ce vintage, d'un culot de plaisir, de son talent de jongleur-bonimenteur à faire pleurer les millions d'idées et les idées de millions, Tapie y va. Il y va, franchissant du même coup la lourde porte du labyrinthe politique marseillais. Car c'est à peine s'il s'agit encore, désormais, de savoir si la moyenne sixième circonscription des Bouches-du-Rhône se verra envoyer à l'Assemblée ce député en puissance, qui se clame haut et fort au-dessus de la moyenne.

Bernard Tapie s'agite. Michel Puzos regarde et attend, ayant placé à toutes fins utiles derrière Bernard Tapie une suppléante peustaise. Bernard Tapie jure ses grands dieux qu'il n'attend presque rien, surtout pas la mairie, laissant même tomber entre deux considérations désinvoites que déjà, peut-être, c'est foutu pour la circonscription : pas le temps.

Guy Tassinier, son adversaire UDF, accroché à ce qu'il considère comme « sa » circonscription, laboure ses quartiers, sûr de son bon droit, et attend la ville de son adversaire.

Marseille, enfin, attend. Elle en a vu d'autres. Dans le même genre : Marcel Lachère, glorieux président du glorious OM de 1967 qui présentait aussi devenir député. Finaud, il avait déorlé — et de larges calottes le proclamaient jour après jour sur la façade de l'OM — que chaque main serrée valait un suffrage acquis. Il en avait plus de dix mille et obtint mille neuf cent soixante voix. Ou, dans des genres différents, Jean-Marie Le Pen se recueillant — c'est arrivé mercredi — sur la tombe de Marcel Pagnol. Vous avez raison, Bernard Tapie, sourions.

MICHEL KAMIAN

Paris-Glasgow aller et retour dans la journée.
Les écossais apprécieront
de ne pas devoir vous retenir à dîner.



Maintenant, il vous suffit d'une journée pour traiter vos affaires à Glasgow. Vous quittez Paris à 7h 55 et arrivez à Glasgow à 8h 35, pour en repartir à 18h 35 et être de retour à 21h 10.

BRITISH AIRWAYS
The world's favourite airline.

Politique

La préparation des élections législatives

Les leçons de mai, selon M. Chirac

Depuis 1967 qu'il est l'élu de ce département, les élections en Corse n'ont jamais été pour M. Chirac une simple... partie de campagne. Chaque fois il a dû payer de sa personne sans compter, selon une technique désormais parfaitement rodée qui mêle le labourage en profondeur et le ratissage en largeur. Surtout s'il veut, comme lors des scrutins qui ont précédé celui de 1986, être réélu dès le premier tour.

Le maire de Paris depuis son échec présidentiel du 8 mai partage donc son temps entre Paris, où il soutient les candidats les plus menacés, et la Corse. Il ne devrait participer avant le 5 juin qu'à deux manifestations extérieures, à Grenoble le lundi 30 mai et à Brest le mercredi 1^{er} juin avec les candidats URC des régions environnantes. Ce profil relativement bas adopté par l'ancien candidat à l'Élysée se justifie par le fait que, la campagne présidentielle ayant permis de développer largement les thèmes politiques

généraux, celle des législatives, selon le régime uninominal majoritaire de circonscription, se transforme en autant de consultations locales qu'il y a de sièges à pourvoir. Les autres grandes manœuvres viendront plus tard, lorsqu'on aura décompté les positions perdues et les bastions survivants.

Toutefois, à l'occasion de deux interventions, le maire de Paris a commencé à tirer les leçons de son échec. Mais autant ses déclarations à Meymac le lundi 23 mai pouvaient apparaître comme une sorte d'auto-critique et comme un amer constat des fautes de la majorité sortante (le Monde du 25 mai), autant celles qu'il a faites sur TF1 mercredi soir 25 mai constituent des mises en garde aux électeurs pour le prochain scrutin et des reproches plus vifs adressés à M. Mitterrand.

M. Chirac ne regrette pas d'avoir parlé aux Français des nécessités de « l'effort », de la « vigilance », de la

« fermeté », de la « détermination » pour surmonter « les difficultés », afin d'obtenir une « mobilisation » qui permettra au pays de disposer de toutes ses « chances » dans la « compétition » européenne. Mais il reconnaît aussi que ce langage guerrier qui n'a jamais caché la réalité, aussi peu souriant soit-elle, n'était peut-être pas le mieux adapté pour « séduire ». Face à lui, en effet, M. Mitterrand, dans le rôle d'un « acteur qui trouve le moyen de se révéler », a utilisé, selon lui, « le langage du conservatisme, de la routine et de la confusion des genres ». « Peut-être les Français ont-ils préféré cela ? » le 8 mai, ajoute-t-il.

À propos des prochaines élections législatives, il dénonce « le double langage permanent » du président de la République, qui « prend des engagements et ne les tient pas », et même « qui fait le contraire de ce qu'il dit ». Et M. Chirac d'évoquer l'attitude de M. Mitterrand qui annonçait qu'il se dissoudrait pas l'Assemblée nationale avant que M. Rocard ne se présente devant elle pour choisir aussitôt « la première date constitutionnellement possible » et prononcer « instantanément » la dissolution. Et de rappeler ses propos sur le fait qu'il ne serait « pas sûr » qu'un seul parti gouverne pour affirmer : « S'il n'avait pas voulu une majorité socialiste, il aurait attendu avant de dissoudre ». Avant d'en conclure qu'il y a « là » un « nouveau langage très hypocrite » et d'affirmer qu'on « prend un peu les Français pour des imbéciles ».

Pour M. Chirac, si les électeurs ne se ressaisissent pas, ils feront « la même erreur qu'en 1981 ». En conséquence, lui-même, comme après l'élection présidentielle d'il y a sept ans, appelle donc les électeurs à rectifier leur vote pour les élections législatives. Il affirme même que, si la droite conserve la majorité, elle sera prête à gouverner de nouveau. M. Michel Noir, ancien ministre du commerce extérieur, rappelle que la cohabitation serait « la meilleure solution » et se dit convaincu que les Français souhaitent « conserver l'équilibre des pouvoirs, et la mesure dans la France n'a pas pâti entre 1986 et 1988 ».

Cependant, dans cette nouvelle éventualité — présente, il est vrai, un peu comme une hypothèse d'école — M. Chirac insiste sur la nécessité de prendre davantage en compte certains « messages » des Français, c'est-à-dire de maintenir le libéralisme mais de développer l'aspect social de l'action. Il rejoint ainsi ses remarques exprimées par plusieurs membres du Parti républicain et du RPR, comme notamment M. Chaban-Delmas.

Qu'il soit dans l'opposition ou dans la majorité, M. Chirac annonce donc qu'il tiendra compte à l'avenir des leçons de mai 1988.

Les pièges de l'ouverture

(suite de la première page.)

Tout, c'est-à-dire cette fameuse ouverture, dont le chef de l'État se garde bien de dire jusqu'à quel point il souhaite la pousser. Pendant que le scrutin majoritaire rempli son office de bourreau des petites formations et de l'opposition, il importe pourtant de ne pas perdre de vue le message du suffrage universel. En 1981, le pays voulait sortir de la crise : il a sanctionné, dès 1984 (1), ceux qui, loin de l'en sortir, l'ont gérée en pratiquant la « rigueur ». En 1986, les Français ont voulu la cohabitation : ils ont sanctionné deux ans plus tard ceux qui ont poussé trop loin le balancier du « libéralisme ». En 1988, le pays a choisi le changement dans la continuité, comme on disait naguère, c'est-à-dire l'ouverture. Nul doute que s'il en était frustré, il n'attendrait pas deux ans pour manifester son désappointement.

D'où vient, alors, que MM. Mitterrand et Rocard lui aient préféré la règle de l'avantage, c'est-à-dire la dissolution rapide ? Tout simplement du souci de prendre de vitesse ceux qui, à droite, rêvaient d'un président attendant sagement l'impopularité ; et naturellement de la volonté de profiter de cet instant privilégié où la droite se trouve à son niveau « optimal » de division. La bataille pour le leadership bat son plein entre MM. Chirac, Barre et Giscard d'Estaing, tandis que M. Le Pen s'apprête, entre les deux tours de scrutin, à poser de tout son poids.

Bien joué, ont donc dit les experts. Comme le Figaro le proclamait sur toute la largeur de sa page une, la droite n'était-elle pas « prise à contre-pied », et tombée dans le piège d'un mode de scrutin ravageur, qu'elle avait, toutes tendances confondues, rêvé pour, croyait-elle, en tirer avantage ?

Bien joué, et après ? Le président, c'est une affaire entendue, est passé maître dans l'art de la politique. Mais que peut donc produire la politique aujourd'hui ?

A coup sûr, un « ersatz » d'ouverture, à la construction duquel chaque partie concernée a mis la main. Du côté du président a prévalu une conception féodale. « Alors, on me dit que vous vous ralliez à mon panache blanc ? », s'est demandé à Simone Veil, alors

qu'ils rentraient ensemble, le 7 mai, dans l'avion présidentiel, de la rencontre européenne de La Haye. Pour l'heure, ouverture signifie donc allégeance. Du côté des centristes, les motifs invoqués pour refuser l'ouverture apparaissent comme autant d'alibis.

Après tout, leur vocation historique, d'Emile Ollivier à Pierre Méhaignerie, est peut-être de servir de force d'appui, de caution morale aux bonapartistes (2). Car les occasions fortes de se dissocier du noyau dur de la droite (sans renouer avec les délices des « compromissions ») n'ont pas manqué, qu'il s'agisse des déclarations de M. Pasqua sur les « valeurs communes » au RPR et à l'extrême droite, ou de l'action du gouvernement Chirac en Nouvelle-Calédonie. Mais rien n'y a fait. Là où les grands principes sont impuissants, les beaux yeux du président ne suffisent pas.

L'ouverture peut être soit une ouverture commandée pour masquer la toute-puissance retrouvée du PS, et surtout pour recouvrir de l'alibi du consensus une accélération profonde et fondamentaliste, une France à plusieurs vitesses. Elle peut être au contraire un moyen d'aider cette société à s'ouvrir sur elle-même, un instrument politique de traitement social de la maladie qui produit le lynchisme.

La tentation de l'ouverture-alibi est d'autant plus forte qu'il existe aujourd'hui un consensus conservateur qui se reflète dans l'inspiration majoritaire — celle, grosso modo, des classes moyennes urbaines — celle-là même qui a permis la réélection de M. Mitterrand. Ce consensus concerne aussi bien l'école, redonne un simple système de reproduction du savoir, la gestion des entreprises, désormais figée, et la politique économique, exclusivement tournée vers le respect des « grands équilibres ». Cette ouverture-là prendrait le risque de l'immobilisme et, à terme, de la radicalisation d'une droite redonne populiste, autour des « valeurs » prônées par MM. Pasqua et Le Pen.

Une autre conception de l'ouverture, davantage tournée vers les demandes de la société civile — et que M. Rocard évoque dans sa lettre circulaire aux ministres — conduit inévitablement à poser à nouveau le lancinant problème des transferts sociaux, donc celui du niveau des prélèvements obligatoires. Au reste, ce débat oppose déjà M. Rocard, qui privilégie manifestement la cohésion sociale, à M. Berégovoy, qui parle exclusivement désinfectant.

Le premier ministre a promis de pratiquer l'ouverture en marchant. Bon courage, M. Rocard !

JEAN-MAIRE COLOMBANI.

(1) Aux élections européennes, la droite obtient 57,60 % et la gauche 39 %.

(2) Emile Ollivier, républicain, accepta de cautionner le virage « libéral » de Napoléon III en devenant son premier ministre, alors même que l'Empire commençait à déclinier.

(3) « Entre les communistes et nous, il n'y a rien », disait André Malraux à l'apogée du gaullisme de gouvernement.



SCRL a récupéré 425 000 000 F d'impayés en 1987

SCRL Avec 19 centres de recouvrement et 970 correspondants judiciaires intervenant partout en France, SCRL est bien placée pour agir localement auprès de vos débiteurs, défendre au mieux vos intérêts, recouvrer vos créances. Renseignez-vous vite sur SCRL en retournant ce coupon, ou appelez le (1) 40.11.25.25 (Paris) ou le 72.20.10.00 (Province).

SCRL: N°1 contre les impayés

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

Nom _____ Prénom _____
 Société _____
 Adresse _____
 Ville _____
 Code postal _____ Tél. _____

à retourner à SCRL, 5 Chual Jayr, BP 9063, 69255 LYON cedex 09

Le Monde
 EN BANQUE
 DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
 ENREGISTRÉ DEPUIS JANVIER 1987
 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
 OU VOTRE MINITEL

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM.
 SERVEUR
 Tél. 01 45 38 70 72

Confidente de ceux qui font l'événement, toujours là au bon moment.

CHRISTINE CLERC

CHRISTINE CLERC

Chronique d'un septennat

Le film de nos sept dernières années un indispensable aide-mémoire.

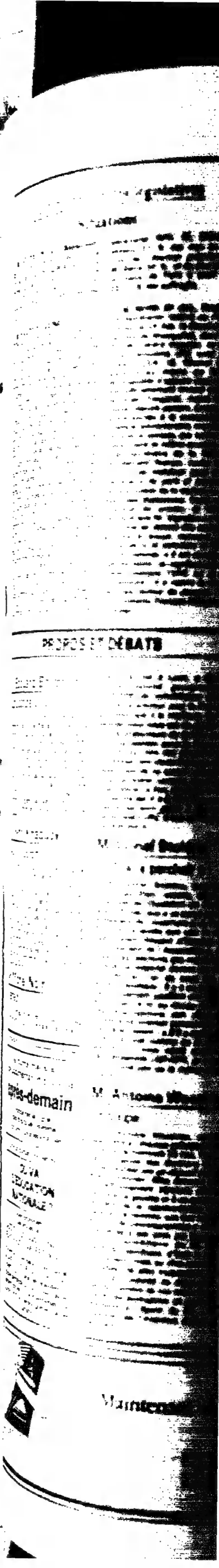
STOCK

POLITIS N°19
 LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

TCHERNOBYL SUR-RHONE?

• Montélimar : la ville la plus nucléarisée du monde. En face, au bord du Rhône, dans la centrale de Cruas, construite sur une faille sismique, les incidents se répètent, la sécurité n'est plus respectée... •

Et puis : des policiers municipaux au service de sociétés privées (suite de l'enquête) • L'après-Juquin (2^{ème} partie) • Reagan-Gorbatchev : le new deal planétaire • La banque écolo de Francfort • Appel pour des « temps nouveaux » •



هكزامين الأصل

Politique

NOUVELLE CALÉDONIE : la polémique sur les événements d'Ouvéa

M. Chirac « assume les faits et en revendique la responsabilité »

M. Jacques Chirac a commenté, le mercredi 25 mai, sur TF 1, la polémique sur les événements d'Ouvéa. Qualifiant les pressions d'otages de « commando de terroristes sou-

Après la publication dans nos éditions du 26 mai de l'intégralité du rapport du commandant Legorjus, chef du GIGN, dont le Monde avait déjà reproduit de larges extraits (nos éditions datées 22-23 mai), le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a demandé à la Direction de la protection et de la sécurité (DPSD) de procéder à une enquête pour déterminer les conditions dans lesquelles un document interne à la gendarmerie a été diffusé à la presse.

publication du rapport Legorjus. Quant au bureau exécutif du Parti socialiste, « il souligne que toutes les interrogations nées de cette affaire doivent être rapidement et complètement éclaircies ».

La mission du silence

HIENGHÈNE de notre envoyée spéciale

Jean-Marie Tjibaou est apparu avec vingt minutes de retard sur le parvis de la mairie de Hienghène, averti par un employé que la mission Rocard était arrivée à l'heure prévue.

presque considérer la pause observée par les « missionnaires » devant la tombe collective des dix-neuf procureurs d'otages indépendantistes comme une « provocation » ?

de la concrétisation des souhaits que nous formulons ».

M. Tjibaou a beaucoup parlé aussi des problèmes de développement et de la culture. Il a ensuite fait visiter à la mission le centre culturel de Hienghène auquel le Congrès du territoire a coupé les crédits depuis 1986.

La préparation des législatives

Situations

● DOUBS (2^e cir. Beaune-est). — Officiellement investi par le PS, M. Jean-Michel Ligier a décidé de retirer sa candidature au profit de M. Michel Mercaudier, conseiller général socialiste, soutenu par les militants.

● HAUTS-DE-SEINE : conflit RPR-UDF. — Dans la 3^e circonscription M. Charles Depraz (UDF-PR barriète), qui avait reçu l'investiture de l'URC en tant que député sortant, a renoncé à sa candidature quelques instants avant la clôture des inscriptions le samedi 21 mai. Il a cédé sa place à son suppléant M. Jean-Yves Heby (UDF-PR), fils de l'ancien ministre de l'éducation nationale, M. René Heby, ancien député UDF de Meurthe-et-Moselle.

senatorial RPR. M. Chirac avait obtenu 27 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle et M. Barre 20 %, et au deuxième tour le maire de Paris y avait recueilli 58,27 % des suffrages.

● NORD (8^e cir. Roubaix). — Le secrétaire fédéral du PS a prononcé, le 24 mai, la dissolution de la section de Wasquehal, dont le maire PS, M. Gérard Vignoble, se présente sous l'étiquette URC avec un suppléant CDS, M. Michel Baudry, adjoint au maire de Roubaix. M. Vignoble s'oppose ainsi au candidat officiellement investi par le PS, M. Alain Faugaret, maire de Wasquehal, député sortant. Cette décision a été portée à la connaissance des quelque soixante-cinq membres que compte la section, par lettre personnelle. Dans le même courrier, le premier secrétaire de la fédération, M. Bernard Roman, invite les militants à se mobiliser pour le « seul candidat » du parti et annonce une reconstitution de la section au lendemain des législatives. Dans un communiqué de presse, la fédération souligne que M. Vignoble « s'est mis lui-même au dehors des socialistes » et que à aucun moment, il n'a demandé ni le concours ni l'investiture socialistes. « Il est devenu, indique ce texte, le représentant de la droite, puisque l'URC lui a donné l'investiture : il a rejoint le camp de ceux qui, autour de Jacques Chirac, ont combattu François Mitterrand. » (Corresp.)

PROPOS ET DÉBATS

M. Edouard Balladur

Candidature unique

M. Edouard Balladur, dans un entretien que publie Paris-Match daté vendredi 27 mai, souhaite pour l'avenir « des candidatures uniques (RPR-UDF) à toutes les élections de quelque nature qu'elles soient », et que, après « l'échec » de l'unité au sein de l'URC, on « persévère » et on « s'alle plus loin ». L'ancien ministre d'Etat ajoute qu'« il n'y a pas en France un danger de fascisme, il n'y a pas de menace sur les droits de l'homme ».

M. Henri Krasucki

Aucune illusion

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a déclaré, le mercredi 25 mai à RTL, qu'il n'avait « aucune illusion » sur le gouvernement de M. Rocard. Devant être reçu le vendredi 27 par le premier ministre, il a expliqué que la journée de grève du jeudi était « une très bonne façon » d'amorcer le dialogue avec le gouvernement. Il a aussi déploré que le conseil des ministres se soit borné à appliquer strictement la loi dans le huisse du SNHC.

M. Michel Noir

L'erreur

M. Michel Noir, au cours d'une conférence de presse le mer-

credi 25 mai à Lyon, a déclaré : « Une majorité gouvernementale UDF-RPR de cohabitation serait la meilleure solution pour la France. » Il a ajouté que « la meilleure façon de gagner pour nous est de garder les 4 à 5 % d'électeurs du centre opposés à toute relation avec le Front national, et qui, lors des élections présidentielles, ont choisi François Mitterrand. Lors de ce scrutin présidentiel, pour récupérer certains électeurs de Jean-Marie Le Pen, on a pris le risque de perdre les 4 à 5 % d'électeurs du centre qui sont partis à gauche. Je pense que l'URC a tiré les leçons de cette erreur ».

M. Lionel Stoléro

UGE au « perchoir »

M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat au Plan, estime, dans un entretien au Quotidien de Paris du jeudi 26 mai, que « ce serait un beau symbole » de l'ouverture si au Palais-Bourbon, « celle qui soit la majorité, Valéry Giscard d'Estaing était élu président de l'Assemblée ». Analysant les réactions des membres de l'ancienne majorité devant les offres d'ouverture, l'un de ceux qui ont accepté explique : « Il y a eu, du côté du mouvement gauchiste une volonté de fermeture et au niveau de l'UDF des interrogations non résolues ». Quant à sa position personnelle, il le justifie en disant : « Si j'avais eu un Front national comme on le connaît aujourd'hui, mais rejeté totalement par l'ensemble UDF-RPR, je n'aurais sans doute pas eu le même démarche. »

M. Antoine Waechter

La soupe

M. Antoine Waechter, candidat des Verts à l'élection présidentielle, a critiqué, le mercredi 25 mai, l'organisation rapide des élections législatives : « Elles ont un objectif typiquement politicien. Elles donnent lieu à un affrontement bipolaire entre la droite et la gauche et à un appauvrissement de la représentation nationale. » Il a reconnu que des « propositions de circonscriptions » avaient été faites à ses amis par Mignon, par l'intermédiaire de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'économie, mais qu'elles avaient été refusées, car elles touchaient, selon lui, une « volonté de débattre un certain nombre de nos militants et de placer les écologistes en position de faiblesse à l'égard du PS : nous n'avons pas l'intention d'aller à la soupe ».

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

OU VA L'EDUCATION NATIONALE ?

Avec notamment des articles de : LAURENT FABRIS, YANNICK SIMERON, FRANCINE BÉST, JEAN-PIERRE MAILLES



NOUVEAU: VOIS LONDON CITY AIRWAYS. Maintenant vous gagnez une heure et quart sur un vol d'une heure et quart. D'une certaine manière, c'est déroutant.

Lancia Delta. L'émotion de piloter. Lancia est Champion du Monde des Rallyes 87, et cela pour la 6^e fois. Après une brillante victoire au Monte-Carlo, la nouvelle Lancia Delta HF Intégrale, à dès sa première sortie remporte le Rallye du Portugal.

atives... pièges de l'ouverture

PLURIS N°19... HERNOBYL... R-RHONE? la ville la plus nu... monde. En face, au... dans la centrale de... sur une faille sis... incidents se répètent... est plus respectée...

LONDON CITY AIRWAYS... Comme vous le voyez, les nouveaux vols Paris-Londres London City Airways ne sont pas tout à fait comme les autres.

LES AIWA ÇA S'ARRACHE!

La nouvelle ère des systèmes audiovisuels intégrés arrive. AIWA, d'ores et déjà prêt pour ce nouveau challenge, propose des maintenant une gamme complète de matériel audio et audio/vidéo, marquée que. Ainsi, AIWA acquiert la réputation de faire immédiatement profiter les utilisateurs des tout derniers progrès technologiques.

AIWA devient ensuite, dans les années 60, la marque de référence en matière d'appareils à cassettes.

En effet, dès 1964, AIWA est le premier à proposer...

Désormais, la cassette est universellement reconnue comme partie intégrante du monde du Son Hi-Fi.

En tenant compte de cette réalité, AIWA propose des appareils capables d'offrir...

AIWA est heureux de constater que sa politique innovante est appréciée dans...

vient ensuite, dans la marque de référence d'appareils...



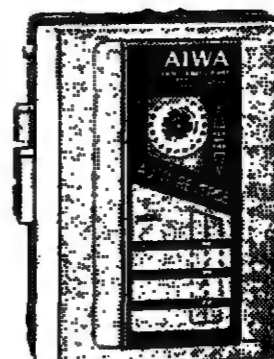
HS - T 26 Lecteur/Radio AM-FM, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - T 23 Lecteur/Radio AM-FM, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



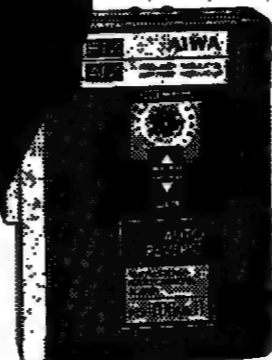
HS - T 120 Lecteur/Radio AM-FM à synthétiseur, Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche automatique des stations, Horloge, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Blanc.



HS - G 36 Lecteur avec égaliseur graphique, 3 bandes, Auto Reverse, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - T 202 A Lecteur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche automatique des stations, Horloge, Dolby B, Position Métal, Batteries rechargeables, Noir.



HS - T 04 MK II Lecteur/Radio AM-FM, Auto Reverse, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - P 12 Lecteur compact, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - PC 202 Lecteur Auto Reverse, Dolby B/C, Position Métal, Noir.



HS - PL 101 A Lecteur Auto Reverse, Correcteur physiologique "DSL", Touches sensibles, Récommande, Dolby B, Position Métal, Batteries rechargeables, Blanc/Noir.



HS - T 150 Lecteur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche automatique des stations, Horloge, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent.



HS - J 150 Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Dolby B, Micro (facture), Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche auto. des stations, Horloge, Noir/Argent.



HS - JX 101 Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Dolby B, Micro (facture), Préselections: 5 FM, 5 AM, Horloge, Touches sensibles, Récommande à micro incorporé, Noir.



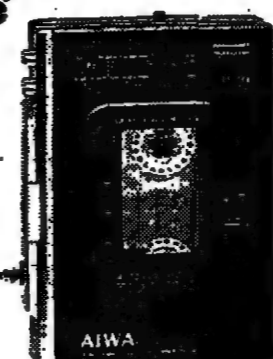
HS - PX 101 Lecteur ultra-compact, Auto Reverse, Dolby B/C, "DSL-EX" avec réglages graves/aigus séparés, Position Métal, Touches sensibles, Récommande, Noir.



HS - P 202 Lecteur Auto Reverse, Correcteur physiologique "DSL", Dolby B, Position Métal, Noir/Blanc.



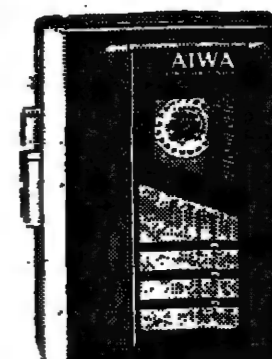
HS - J 202 A Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Dolby B, Micro (facture), Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche auto. des stations, Horloge, Micro stéréo extérieur, Batteries rechargeables, Noir.



HS - J 36 Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM, Enregistreur FM stéréo, Micro mono incorporé, Auto Reverse, Dolby B, position Métal (facture), Noir/Argent/Rouge.



HS - T 36 Lecteur/Radio AM-FM, Égaliseur graphique 3 bandes, Auto Reverse, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - G 35 MK II Lecteur avec égaliseur graphique 3 bandes, Auto Reverse, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.

Spécial Son Hi-Fi

Spécial Son Live

AIWA®

le miracle japonais

AIWA FRANCE S.A., 117, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE - Tél. (1) 46.04.81.90.

ouverture

5 N°19

OBYL ONE?

la plus nu
En face, au
la centrale de
une faille sis
se répètent,
respectée...

Appel pour

Le Monde DES LIVRES

Sollers d'été, Sollers d'hiver

Les Folies françaises, une musique légère ?
Sûrement pas. Plutôt un livre d'ombres
pour le plein été.

QUAND il publie de gros romans qui prennent tout le monde à contrepied, « France, mère des arts... » A la paternité biologiquement hasardeuse et somme toute « insignifiante » du narrateur se substituent alors celles, fondatrices, de François Villon et de Molière. Le père dialogue avec France, sa fille, aime France d'un amour incestueux comme le fut celui de Molière pour Armande Béjart en ce dix-septième siècle qui est l'un des héros du roman. Mais il en appelle simultanément à Villon, créateur de langue, dans et par son Testament.

Son jour le plus court

« Il n'y a de bon père que mort. Je m'entraîne », dit le narrateur. Écrit testamentaire, *Les Folies françaises* est le roman multiple, avec une infinité de rebonds, de toute une culture, littéraire, musicale, picturale. Tout y est double, et on peut y lire ce qui s'ouvre à France de savoir et de temps retrouvés, la longue journée claire, le solstice d'été, comme ce que donne et abandonne le père en allant vers la mort, son jour le plus court, le solstice d'hiver. L'auteur des *Folies françaises*, François Couperin, n'est-il pas aussi celui des *Trois leçons de ténébres* ?

Sollers, dans ce livre qu'il légue et qu'il se légue, dialogue, dans sa langue qu'il aime — incestueusement, — avec la culture et avec son œuvre. Le thème de l'inceste, qui occupait la fin de *Paradis II* (1), est repris sur un autre mode musical, sans tragique — Molière prévaut ici sur Racine. D'ailleurs, *Les Folies françaises* ne sont-elles pas une danse ?
Un testament français ? Sans doute (« Postérité ? », demande France. — « Garantie », répond le père). Ou, en des temps volontiers amnésiques ou sinistrement rationnels, du bon usage du patrimoine...

JOSYANE SAVIGNEAU.
* LES FOLIES FRANÇAISES, de Philippe Sollers, Gallimard, 130 p., 70 F.

(1) Gallimard.
(Lire également page 18, l'article de Philippe Dagen sur un autre livre de Philippe Sollers, De Kooning, vite.)



Une nouvelle science du cerveau et de l'esprit est-elle en train de voir le jour ?

Oliver Sacks, un neurologue dans la rue

OLIVER SACKS est un neurologue. Mais c'est aussi, c'est surtout, un merveilleux conteur. Les malades, il les considère comme des voyageurs explorant des contrées dont nous n'aurions pas la moindre idée sans eux. Pas surprenant qu'il affectionne cette citation de William Osler : « Parler de maladies est un divertissement du genre des « Mille et Une Nuits ». Pas surprenant non plus qu'il plaide pour une « science romantique », à l'intersection du fait et de la fable, une science qui n'oublie jamais qu'elle a affaire à une personne réelle avec son histoire, ni que l'étude de la maladie doit être associée à celle de l'identité du patient.

A la suite de James Parkinson, parcourant inlassable des rues de Londres, où il put observer la maladie qui porte son nom, Oliver Sacks se veut, lui aussi, un « neurologue de la rue » : « La clinique, le laboratoire ou la salle d'hôpital, écrit-il, sont en fait des-

tinés à contenir un comportement en même temps qu'ils le cristallisent (quand ils ne l'excluent pas). » Se promener à New-York, c'est pour Oliver Sacks pratiquer une neurologie ouverte, naturaliste : c'est saisir le symptôme sur le vif, dans son espace, dans sa liberté, dans sa folle extravagance.

De même que Rilke décrivait, dans les *Cahiers de Malte Laurids Brigge*, un tiqueur agité de manières qu'il avait observé dans les rues de Paris, Sacks trace le portrait hallucinant d'une vieille femme aux cheveux gris qui caricature instantanément les visages et les silhouettes de tous les passants qu'elle croise sur son chemin. Puis elle s'éloigne dans une ruelle adjacente et là, donnant l'impression d'être violemment malade, elle expulse à une vitesse vertigineuse toutes les postures, toutes les expressions qu'elle a ingurgitées.

Dans *L'homme qui prenait sa femme pour un chapeau*, vous

rencontrerez aussi M. Thomson, un ancien spicier de Brooklyn totalement désorienté, car il avait perdu la mémoire. Il ne savait plus ni qui il était, ni où il se trouvait, ni avec qui. Sans arrêt, les abîmes de l'amnésie s'ouvraient sous ses pas : il les contournaient par une série d'affabulations et de fictions. Dans cet état de « délire affabulatoire frénétique » — les spécialistes parlent de « psychose de Korsakov » — M. Thomson ne cessait de s'inventer un monde et un soi pour remplacer ce qui était, à tout instant, oublié ou perdu. Ceux qui le côtoyaient le trouvaient dans un premier temps « rigolo », « tordant » ou « drôle », mais ils ne tardaient pas à être terrifiés : « Il ne s'arrête jamais, disaient-ils, il est comme un cœur, un homme qui tenterait de rattraper quelque chose qui, toujours, échappe. » En perdant sa mémoire, c'est son âme qu'il avait perdue.

Grâce à Oliver Sacks, vous lie- rez connaissance avec une vieille

dame qu'une syphilis tardive a tout à la fois libérée de ses inhibitions et rajeunie au point qu'elle espère vivre centenaire ; à moins que vous ne préfériez la compagnie d'un professeur de musique frappé d'agnosie visuelle — c'est lui qui prenait sa femme pour un chapeau, — dont le sens musical suppléait la perte de vision. Cas limite qui aurait subjugué Schopenhauer : dans *Le Monde comme volonté et comme représentation*, ne parlo-t-il pas de la musique comme d'une « volonté pure » ? Combien il aurait été fasciné, note Sacks, par cet homme qui avait perdu complètement le monde comme représentation, mais l'avait intégralement conservé comme musique ou volonté. C'est d'ailleurs là l'un des thèmes du livre de Sacks : la lutte, et parfois la collusion, entre les pouvoirs de la pathologie et ceux de la création.

A lire *L'homme qui prenait sa femme pour un chapeau*, c'est immédiatement aux *Etudes sur l'hystérie* (1895) de Breuer et Freud qu'on songe. Mais un siècle a passé, et la nouvelle science du cerveau et de l'esprit que Freud envisageait a vu le jour. La question que lance Oliver Sacks aux pères fondateurs de la neurologie moderne (Hughlings Jackson, Kurt Goldstein, Henry Head, A.R. Louria) : « Eh bien, messieurs ! Que dites-vous maintenant ? », n'a pas fini d'ébranler l'édifice vacillant de nos croyances en matière de psychologie. Au début du siècle, la rupture se fit entre une neurologie sans âme et une psychiatrie sans corps. Le beau livre d'Oliver Sacks nous amène à voir la neurologie et la psychiatrie comme un tout.

ROLAND JACCARD.

* L'HOMME QUI PRENAIT SA FEMME POUR UN CHAPEAU, d'Oliver Sacks, traduit de l'anglais par Edith de la Hérens, Le Seuil, 312 p., 110 F. Le même éditeur a également publié d'Oliver Sacks : *Chaque nuit un sommeil*, *Sur une jambe et Migraines*.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Flaubert, d'Henri Troyat
Novembre, de Gustave Flaubert

Etre ou ne pas être... dans son œuvre

ETRE ou ne pas être... dans son œuvre : telle est la question pour tous les écrivains. Sachant qu'ils s'y trouvent de toute manière, on pourrait classer les auteurs selon leur effort pour se tenir dans un *no man's land* d'ou, idéalement, rien ne leur échapperait. Il en va de ce rêve comme de toutes les envies censurées. Plus l'artiste se croit ailleurs, plus sa présence saine de partout. Quand Flaubert se débat douloureusement avec l'espoir fou de ne pas apparaître plus, dans son œuvre, que Dieu dans la nature, il est là, tout entier, sans cesse. Et c'est pour cette illusion harassante, entre autres, qu'on l'aime.

Sartre ne serait pas autant attiré par Flaubert s'il n'éprouvait la même névrose d'objectivité. Il entreprend son long essai avec le projet bien arrêté, sinon d'épouser le mystère de Flaubert, du moins de récapituler ce que, dans l'état des connaissances vers 1960, « on peut savoir d'un homme » : or chaque phrase de *L'Idiot de la famille*, donné pour un inventaire méthodologique, renseigne autant sur l'auteur des *Mots* que sur celui de *Bovary*. Le cadet prête à l'airné la genèse de son propre vocation pour l'absolu littéraire. Et c'est moins son modèle qu'il paraît prendre en détestation, comme le fait croire une lecture rapide, que lui-même suivant les mêmes traces maudites. Le compte à régler, il est entre Sartre et Flaubert !

La biographie que publie Henri Troyat ne répond pas à la même ambition, ni aux mêmes tourments. Comme avec Dostoïevski, Pouchkine, Tolstoï, Gogol, Tchekhov, Tourgueniev et Gorki — pour ne prendre que les vies d'écrivains, — Troyat applique d'autant mieux l'idéal flaubertien d'évacuation de soi que, chez lui, cette discrétion n'est pas une théorie destinée à combattre la pulsion inverse, comme c'est le cas pour Flaubert et Sartre, mais une seconde nature, attestée par ses dizaines de romans.

On ne saura rien de plus sur Troyat, à l'issue de ce livre, qu'après avoir refermé ses

autres ouvrages, sinon qu'à sa manière, au moment où les champions du nouveau roman, qui se réclamaient de Flaubert contre le roman « à la Troyat », réintroduisent l'auto-biographie comme matériau romanesque, il est, lui Troyat, avec sa distance tranquille, son effacement instinctif, le plus fidèle à l'enseignement du « patron ».

La biographie de Flaubert est de celles pour lesquelles la difficulté première n'est pas d'accéder à des sources nouvelles, mais de choisir dans leur foisonnement. Les Carnets rassemblés récemment chez Balland, sont à eux seuls une mine. La Correspondance permet de suivre à la trace les événements vécus et le travail créatif, le second prenant souvent le pas sur les premiers. Pour qui en douterait il ressort notamment, qu'aux yeux d'un créateur forcé comme celui-là, les personnages imaginés ont plus de relief que les êtres de rencontre, vite trouvés faibles, importuns.

LES experts estimeront peut-être qu'Henri Troyat ne leur apprend rien. C'est vrai, il vulgarise. Il raconte Flaubert à qui on a à peine entendu parler, sans volonté de découvrir du neuf, ni souci de théoriser. Cette attitude est un choix actif. On le sent dans les dernières lignes de l'ouvrage. Troyat parle de l'avalanche de commentaires « sentimentaux » qui a enseveli l'œuvre, « sans toujours la servir ». Il suggère que Flaubert aurait souffert de cet acharnement à le comprendre. Il se réjouit à la pensée que les traqueurs de vérité en soient souvent pour leurs frais, et que le mystère de l'artiste résiste aux « plus savantes exégèses ».

Au point de complication où atteignent les commentaires d'aujourd'hui, la simplification de bon sens reprend valeur d'éclairage. Sur la vocation du jeune Flaubert, par exemple, les spéculations psychanalytiques finissent par noyer certaines évidences.

(Lire la suite page 20, lire également page 20 l'article de Michel Comas sur l'Idiot de la famille, de Sartre.)

ANTHONY BURGESS

Hommage à Qwert Yuio

Sophia Loren, la Molisio, Beethoven, la fin du monde : Anthony Burgess vide son sac, nous livre ses souvenirs, ses saintes lubies, ses colères. Le tout poivré d'une bonne dose d'humour reconoclaste. C'est cela le charme indiscret de la burgessie.

Frédéric Fenney
Le Figaro Magazine

ROMAN GRASSE

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les Turcs arrivent

En même temps qu'elle frappe à la porte de l'Europe, la Turquie redécouvre sa veine islamique. Elle projette aussi au dehors une cohorte d'écrivains féconds et marginaux.

L'HISTOIRE des Turcs est une longue marche, au sens littéral du terme, qui démarre aux confins de la Chine pour aboutir à la Méditerranée orientale...



Istanbul.

Après la mort prématurée de Veli, chef de file du mouvement, Rifat et Anday s'orientèrent vers une poésie plus cérébrale et moins provocatrice...

Après la mort prématurée de Veli, chef de file du mouvement, Rifat et Anday s'orientèrent vers une poésie plus cérébrale et moins provocatrice...

L'influence de « Garip »

Une nouvelle tendance poétique qui s'imposa en marge de la poésie engagée d'Hikmet, interdite après le départ en exil de celui-ci...

avec beaucoup de talent et d'humanité l'aliénation des travailleurs. Dans son œuvre, l'analyse du processus de prolétarianisation des masses paysannes occupe une place importante.

Un nouvelliste ouvre la voie

Si Kemal Tahir, malgré une quinzaine d'années passées en prison, a réussi à porter le roman turc à sa maturité, c'est à un nouvelliste, Saif Faik, qu'il faut en rendre hommage...

Alors que Yaşar Kemal, le plus connu en France des écrivains turcs, autodidacte qui a gardé de ses origines paysannes un imaginaire populaire...

Istanbul, Constantinople...

Des nouvelles de Saif Faik et un numéro d'« Autrement » sur les gloires et les dérives d'une ville

notamment italiennes (Agostino Pertusi), ne nous avait donné une telle impression de vie, de compassion sans larmoyance...

« En fin ! », a-t-il dû soupinner dans l'au-delà, lui qui aimait tant la France où, dans les années 30, il vint à Grenoble pour se froter d'économie...

« La langue ennemie »

La fin de son assez courte vie, Saif Faik ajouta aux thèmes individuels le sien propre, à mesure qu'il se sentait de plus en plus seul dans une cité...

Finalité, Méhémét II s'était peut-être trompé. Certes, ses descendants ne sont plus calife ni sultan, et l'Empire est sans doute à jamais réduit à l'Anatolie et à la Turquie d'Europe...

Malheureusement, il faut bien le dire, cette spécificité sémantique ne transparaît guère dans la traduction française. Non point sans doute que celle-ci soit médiocre, elle est fluide, claire, mais presque tout le suc, tant vanté, est resté prisonnier de la langue turque...

La prophétie de Méhémét II

« Cherchant la consolation, nous nous sommes engouffrés dans le numéro hors série d'Autrement sur « Istanbul, gloires et dérives ». Et là, nous n'avons pas été déçus...

Bernard Lewis et la « laïcité anatolienne »

La Turquie peut-elle être à la fois musulmane et démocratique, « tiers-mondienne » et européenne ? La question grossit à l'horizon, s'imposant déjà comme l'un des dossiers majeurs de la fin du millénaire...

La révolution jeune-turque de 1908 et celle, un demi-siècle plus tard, d'Atatürk ne sont donc pas survenues ex nihilo, ce qui explique que la Turquie de 1988 soit « le seul des quarante-trois membres de la Conférence islamique où fonctionne un système parlementaire dans lequel le pouvoir peut être transmis par le biais d'élections libres »...

Bernard Lewis, dans la mise en perspective de la version française d'« Islam et laïcité », souligne que les Turcs, depuis l'Empire ottoman, ont pris souvent aux Européens ce qu'ils avaient produit de mieux, tout en ne renonçant ni à leur vigoureux caractère national ni à leur foi islamique...

Malgré l'obstination — une caractéristique anatolienne — des dirigeants turcs actuels à être à la fois européens et musulmans, un début de désaffection de l'opinion turque à l'égard d'une Europe jouant les économistes pointilleux paraît au maître orientaliste anglo-saxon être « le véritable danger ». Si la

Communauté ne joue pas ou joue trop tard la carte turque, Ankara pourrait, un jour, tourner le dos sans retour à l'Europe. La philosophie de la recherche socio-historique de Lewis est, au fond, que la Turquie est au moins sans doute aussi européenne que le Royaume-Uni. Paradoxalement, c'est d'ailleurs l'Anglais William Penn qui, dès 1693, proposa d'inclure des Ottomans dans son projet visionnaire de Diète européenne. La CEE sera-t-elle moins audacieuse, prenant le risque de rejeter les cent millions de Turcs du début du vingt et unième siècle vers des nations musulmanes qu'elles, du moins pour le moment, ne souhaitent guère de marier islam et démocratie ? J.-P. P.H.

★ ISLAM ET LAÏCITÉ : NAISSANCE DE LA TURQUIE MODERNE, de Bernard Lewis, traduit de l'anglais par Philippe Delamarre, Fayard, 520 p., 195 F.

(1) Parmi les sept autres traductions françaises de Bernard Lewis : les Assassins ; terrorisme et politique dans l'Islam médiéval (Bergel-Lévy) ; Race et couleurs en pays d'Islam (Payot) ; et Retour de l'Islam (Gallimard).

Quelques titres en Français

- Trente-deux poètes turcs contemporains : Entre les murailles et la mer, Maspero (1982).
Revue Europe : « Littérature de Turquie » (nov., déc. 1983).
Melih Cevdet Anday : L'arbre qui a perdu la quèstude, Arfuyen (1981).
Sebahattine Ali : Youssouf le Tactisme, POF (1977).
Cetin Altan : Les enseignés ou le petit jardin, Flammarion (1980).
Fezi Hünil Daglarja : Avant-Lumière, Arfuyen (1979).
Nedim Gürsel : Nazim Hikmet et la poésie populaire turque, L'Harmattan (1987).
Nazim Hikmet : Paysages humains, La Découverte (1987).
Orhan Kemal : Sur les terres fertiles, Gallimard (1971).
Yaşar Kemal : Marned le Mince, Gallimard (1978).
Mahmout Makal : Un village anatolien, Plon (1978).

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Treize Chinois à Paris

Cuisine sans révolution



* LU WENFU: Vie et passion d'un gastronomes chinois. Traduit du chinois par Annie Curien et Feng Chen. Ed. Pion-UNESCO...

* LIU WENFU: Le Puits, nouvelles écrites par les Editions de littérature chinoise, coll. « Panda »...

* ZHANG XINXIN: Une folie d'orchidées. Traduit du chinois par Chen Yingxiang...

* ZHANG XINXIN et SAUNG YE: L'Homme de Beijing. Ed. de littérature chinoise, coll. « Panda »...

* La Remontée vers le jour. Nouvelles de Chine (1978-1988). Choix de dix-huit auteurs...

bequettes par un gourmand-gourmet-gastronome qui ne pense qu'à la bouffe. « Ce roman se dégage une serviette autour du cou »...

LORSQUE commence le roman, avant le régime socialiste, le personnage principal, Zhu Ziyu, l'expert en bonne chère...

Le narrateur, Gao Xiaoting, nous prévient d'entrée qu'il méprise et qu'il hait depuis quarante ans cet immense Zhu, qui, quel que soit le régime politique...

ville. Gao saute vite, par son zèle révolutionnaire et ses préoccupations égalitaires, transformer ce temple de la gastronomie en... cantine populaire



immangeable et obligatoire, désertée à la fois par les anciens capitalistes et par les prolétaires...

Pour le narrateur, la révolution, ce serait de combattre les goinfres et les parasites (le ne pas laisser les nôtres partager les goûts de la bourgeoisie en matière de nourriture)...

Ce Gastronomes chinois semble une fable d'un La Fontaine moderne où le morale n'est pas celle qu'on attend. Un

monde à l'envers, où la délation, la corruption - et la goinfrie - sont finalement récompensés et où notre pays est ironiquement honoré...

On retrouve le même esprit peu soucieux d'orthodoxie, le même mode de narration imagé, orné de citations poétiques, de slogans politiques et, comme la cuisine chinoise, soucieux de saveurs, de parfums et de couleurs...

DANS le recueil de dix-huit nouvelles réunies sous le titre le Puits, nous est possible de trouver quelques pages de chacun des écrivains invités écrites entre 1978 et 1988...

souvent d'un talent admirables, écrit Claude Roy dans la préface du livre. Ils font penser à l'effort de ces grands blessés ou traumatisés réapprenant à marcher, à bouger, à vivre.

On lira tous ces courts textes, achevés ou moins achevés, tous passionnés, même s'ils se répètent: ainsi de Gu Hua - l'auteur d'Hibiscus (Lafont, 1987), qui, lui, ne vient pas à Paris...

Les écrivains invités

A CHENG

Né en 1949, il est aujourd'hui l'écrivain le plus représentatif de la jeune génération, et le mieux connu, à Taïwan comme à l'étranger...

BEI DAO (Zhao Zhenkai)

Né en 1949. Fondateur, en 1978, la revue non officielle Aujourd'hui. Ses écrits poétiques révèlent un certain détachement allié à des recherches formelles...

BAI HUA

Né en 1930. Romancier et poète anticonformiste, il est surtout connu comme dramaturge et scénariste pour avoir produit, entre 1977 et 1983, des œuvres iconoclastes qui ont été interdites par la censure...

culturel, depuis l'âge de dix-sept ans.

GAO XINGJIAN

Né en 1940. Diplômé de français. Romancier, dramaturge, traducteur, critique littéraire et peintre, il est considéré comme un des pionniers de la nouvelle littérature d'avant-garde...

HAN SHAOGONG

Né en 1953, il est un des principaux animateurs du courant de la « littérature des racines ». Un réel intérêt pour les littératures étrangères (notamment d'Amérique latine) ne l'éloigne pas de la Chine mais le pousse, au contraire, à tenter de renouer avec son passé culturel.

LIU BINYAN

Né en 1925. Journaliste adepte de la « littérature de reportage », il est l'auteur de nombreuses enquêtes qui dénoncent les malversations des cadres. Accusé de « libéralisme bourgeois », il est exclu du PC en janvier 1987...

LIU XINWU

Né en 1942. Dès ses premiers écrits (1977), il s'intéresse au problème des jeunes et à la vie quotidienne des habitants de Pékin. Tout en gardant confiance dans le régime socialiste, ce moraliste souhaite un meilleur épanouissement de l'individu...

LIU ZAIFU

Né en 1941. Il est l'auteur de quelques recueils de prose et de poésies, mais il est surtout célèbre en tant que critique littéraire. Il s'agit d'accorder une plus large place à de purs critères littéraires.

LU WENFU

Né en 1928, il est un des vice-présidents de l'Association des écrivains de Chine. Ses nouvelles et romans ont invariablement pour cadre la célèbre ville de Suzhou, la « Venise de l'Orient ». Sa prose est fluide et musicale...

MANG KE (JIANG SNIWEI)

Né en 1950. Cofondateur de la revue Aujourd'hui. Son œuvre est qualifiée d'« obscure » par la critique. La révolte et le désespoir qui marquent sa poésie rendent bien compte du désarroi de sa génération...

ZHANG KANGKANG

Née en 1950, elle écrit surtout sur les jeunes femmes qui sont contraintes de supporter la grisaille quotidienne. Elle ne partage pas pour autant le pessimisme d'un Bei Dao ou d'un Mang Ke...

ZHANG XIANLIANG

Né en 1936. Ecrivain le plus audacieux de sa génération, il est le seul à avoir décrit le détail la réalité quotidienne des camps de « rééducation ». Son dernier roman a été critiqué pour « érotisme malsain »...

ZHANG XINXIN

Né en 1953. Provoque l'étonnement des autorités chinoises en 1981 en publiant un roman consacré à un jeune couple qui se sépare. Passe ensuite au genre burlesque en décrivant une ville en proie à une passion démesurée pour les orchidées...

Découvrez Louise Erdrich, indienne Chippewa

LOUISE ERDRICH LA BRANCHE CASSÉE



Décidément, voilà un beau livre. Je vous défie de ne pas avoir les yeux qui brûlent en le lisant.

ROBERT LAFFONT des livres ouverts sur la vie

GRANDE HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE de Georges Soria. L'épopée de la Liberté. La collection (3 volumes illustrés) en vente dès maintenant chez votre libraire Bordas.

Rencontres. Ces écrivains seront présentés au public parisien: au Centre Georges-Pompidou, le 27 mai à 20 h 30, le 1er juin à 19 heures et à 21 heures, le 2 juin à 18 h 30; au Théâtre national de Chaillot, le 30 mai à 20 h 30; à la FNAC, le 30 mai à 17 h 30; à la Maison de la poésie, le 2 juin à 20 h 30.

La grande histoire du Faubourg Saint-Antoine par Jean Diwo. Jean Diwo LE GÉNIE DE LA BASTILLE. denoël

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi...

Jeudi 26 mai

TF1: 20.40 Variétés: Michel Leeb à Polyrupia. Spectacle enregistré en octobre 1987. Chansons et sketches...

Vendredi 27 mai

TF1: 13.45 Feuilleton: Côte ouest. 14.30 Variétés: La chance aux chansons. Émission de Pascal Sovran...

Audience TV du 25 mai 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Table with 7 columns: Horaire, Moyens avant regardé la TV, TF1, A2, FR3, Canal +, LA 5, M6.

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le jeudi 26 mai à 9 heures et le dimanche 29 mai à 24 heures UTC.

Le temps lourd et les orages s'affaibliront plus que l'est du pays, vendredi, et l'extrême sud-ouest samedi.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4752. Grid for crossword puzzle with letters I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI.

HORIZONTALEMENT: I. Café où il n'y a pas la crème. II. Sont loin du centre.

VERTICALEMENT: 1. Ne se contentent pas d'un seul doigt quand ils sont gros.

Solution du problème n° 4751. Horizontalement: I. Callippe.

Verticalement: 1. Coïn. Météo.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ? Librairie Le Tour du Monde.

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE. chaque mercredi (éditions datées jeudi).

Les températures maximales évolueront entre 16 et 18 degrés sur la moitié nord, 19 et 17 degrés près des côtes Atlantiques.

Le temps sera globalement brumeux puis de faibles éclaircies apparaîtront sur l'ensemble du pays.



TEMPS PRÉVU LE 27 MAI 1988. Legend and forecast for May 27 including wind direction and precipitation.

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé. Table with columns for France and various cities, and rows for Max, Min, and observed conditions.

Vertical advertisement for 'OBYL' with text: 'OBYL... la plus grande En face... la centrale de... une faille se répète respectée...'.



Vie associative

Créer des emplois pour les handicapés

Oser pourrait être la devise de Jean-Yves Béchu, Pierrick Potocny et Jacques Mazé. Le premier est directeur du Centre d'adaptation psychomotrice des Quatre-Vaux, à Notre-Dame-du-Nord...

manque de débouchés pour les handicapés, en majorité déficients mentaux, sortant de son centre, qui comprendait alors un IMP (institut médico-psychopédagogique) avec cinquante-trois filles et garçons et un IMPRO (Institut médico-professionnel) de quarante-sept jeunes gens...

évidence commença à s'imposer : la seule façon de s'en sortir était de créer des emplois à partir de l'utilisation de ressources locales jusqu'à présent inexploitées. Une idée qui séduisit M. Potocny.

mariné » auquel le ministère de la santé accorda un soutien au titre de l'innovation sociale. Les premières expérimentations commencent en mai avec une dizaine de handicapés de l'IMPRO. Et dix-huit mois plus tard, le conseil régional et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie acceptent de financer un poste d'ingénieur agronome...

ment que trente-deux ouvriers ; l'encadrement, conforme pour ce genre d'établissement, s'éleva à huit personnes auxquelles sont venus se joindre quatre jeunes «TUC» de moins de vingt-cinq ans.

munautés européennes. De même, les projets alimentaires à base d'algues ont dû être révisés et se limitent actuellement au gîteau : un délicieux quatre-quarts aux algues.

UNE rencontre entre M. Béchu et M. Potocny marque le point de départ de leur aventure commune. Depuis la fin des années 1970, M. Béchu s'occupait du

En 1981, les autorités locales et régionales donnèrent leur accord pour la création d'un atelier expérimental de biomasse terrestre et

Bien que l'autorisation ait été donnée pour une soixantaine de personnes, le CAT n'emploie actuelle-

Le centre accepta d'accueillir dans son enclos une unité de méthanisation des lisiers et des algues, et l'atelier cuisine de l'IMPRO se lança dans la recherche de l'utilisation des algues en alimentation. Fin 1984, les résultats obtenus en matière de compostage, de maraîchage et même d'alimentation étaient tellement positifs que le centre obtint l'autorisation de créer le 1er juillet un CAT, c'est-à-dire une entreprise protégée de fabrication et d'exploitation s'adressant à des personnes adultes handicapées.

Tout n'est pas réglé pour autant. Le plus grand écueil a été celui du projet méthanisation mais il est dû à la société qui en avait la charge. Stoppé en 1984, il devrait cependant reprendre cette année. Le CAT vient d'être retenu comme « site expérimental de la méthanisation des algues vertes » par le comité scientifique et technique des Com-

CHRYSTIANE CHOMBEAU.

Le CAT moyen. Voici le phénoène du CAT moyen, selon « Solidarité santé » (études statistiques de septembre, octobre 1987, ministère des affaires sociales et de l'emploi).

Les souplesses de la loi. COMMENT contraindre les entreprises à fournir du travail aux handicapés ? Jusqu'en 1987, la loi les obligeait à leur réserver un certain nombre de postes.

L'ANGLAIS POUR TOUS. Pour moins de 250 F vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec LES COURS DE LA BBC.

INFORMATIQUE d'ASSOCIATIONS. SPM ORGANICO INFORMATIQUE 75-76 rue d'Alsace 75019 Paris

POPULATION ACCUEILLIE. Hommes : 59 %. Femmes : 41 %. Age : moins de 20 ans : 1,8 % ; 20 à 30 ans : 56,8 % ; 30 à 50 ans : 39,5 % ; 50 à 80 ans : 2,2 % ; 60 ans et plus : ...

FORUM LE RENDEZ-VOUS DES ENTREPRISES ET DES ASSOCIATIONS. RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS. CAPRIC 32, rue de Coléde, 75008 PARIS.

PCS PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE. Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976.

fonda Lettre ouverte au Premier Ministre Paris, le 28.05.1988. Monsieur le Premier Ministre, L'élection présidentielle a révélé des clivages de la société française qui mettent en danger la cohésion sociale.

INNOVER C'EST ENTREPRENDRE AVEC LE CRÉDIT COOPÉRATIF

INNOVER : c'est pouvoir émettre des obligations associatives (au profit par exemple des Anciens et Amis de Don Bosco). INNOVER : c'est pour les associations, utiliser des prêts en Escu.

CCFD, du CFCF, de la Cimade, de Frères des Hommes, Terre des Hommes. - "Epargne solidaire 2" : pour la réinsertion sociale au profit de l'Armée du Salut, l'Association des Paralysés de France, la Fondation de France, France Terre d'Asile, l'Unicef.

L'Action Internationale Contre la Faim et de Médecins du Monde. INNOVER : c'est être cofondateur de la Fondation France Active pour lutter contre le chômage, avec la Fondation de France, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, le Fonds Social Juif Unifié, la Cimade, la Coiffe des départs et consignations, la Fondation pour l'Entreprendre, le Groupement des Sociétés d'Assurances à Caractère Mutuel.

Crédit Coopératif banque des associations. Département des organismes sociaux. 33, rue des Iles-Fortanet - BP 211 - 92002 Nanterre cedex.

fonda fondation pour la vie associative 18, rue de Varenne - 75007 Paris tél. (1) 45.49.06.58

صكنا من الأهل

Économie

Le dernier bon chiffre

CARTE PASTEL, VOTRE PASSEPORT POUR TELEPHONER



Votre vie professionnelle vous amène à de fréquents déplacements. Pour vous, le téléphone est le moyen de communication privilégié dans vos affaires et dans votre vie privée.

La CARTE PASTEL est donc un atout indispensable : c'est votre PASSEPORT POUR TELEPHONER. Elle permet de téléphoner où que vous soyez (cabines publiques, hôtels, postes privés...), sans paiement immédiat. La facturation des communications sera effectuée plus tard sur votre compte téléphonique.

Avec la CARTE PASTEL INTERNATIONALE, vous pourrez appeler tous les pays à partir de la France, bien sûr, mais aussi appeler la France depuis cinquante pays étrangers. Une ligne directe vous met en relation avec un opérateur en France depuis les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Japon par l'intermédiaire du service FRANCE DIRECT.

Le SERVICE PASTEL fournit des relevés détaillés par carte sur votre compte téléphonique.

Pour en savoir plus, renseignez-vous auprès de votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM.

La CARTE PASTEL existe également sous deux autres versions : NATIONALE et SELECTION.



صكنا من الاصل

Marchés financiers

BOURSE DU 25 MAI

Cours relevés à 17 h 36

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for Valeurs, Cours, and % changes.

Comptant (selection)

SICAV (selection)

25/5

Tables for 'Comptant (selection)', 'SICAV (selection)', and 'Hors-cote' containing various financial instruments and their prices.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' showing exchange rates and gold market data.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

o : coupon détaché - e : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Lists various news items and their page numbers.

CHILI: provocations?

Les assassinats de carabiniers se multiplient

SANTIAGO-DU-CHILI de notre correspondant

Cinq carabiniers assassinés en moins de deux mois, deux la semaine dernière, abattus le même jour...

Cette vague criminelle a suscité une vive émotion, d'autant plus qu'à la différence des attentats organisés dans le passé par l'extrême gauche...

Ces mises au point n'ont pas empêché le chef du gouvernement et ministre de l'Intérieur...

PANAMA: échec des négociations

Le général Noriega aurait refusé à la dernière minute un marché avec Washington

Après des mois de pressions et d'intimidations, et après de trois semaines de négociations intensives, le gouvernement américain a été obligé de reconnaître...

Les termes du « marché » négocié, côté américain, par le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires latino-américaines...

Et, selon des précisions apportées par M. Armacost, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires politiques...

crates à isoler la formation terroriste. Lui emboitant le pas, le commandant en chef de la marine...

Toutefois, certains éléments semblent bien étranges, à commencer par la personnalité des auteurs du premier attentat...

GILLES BAUDIN

NICARAGUA

Reprise des négociations entre la Contra et le gouvernement

La Contra a annoncé, le mercredi 25 mai, qu'une délégation de haut niveau de la Résistance nicaraguayenne (RN) devrait se rendre à Managua le jour même...

Si les deux parties étaient d'accord pour se rencontrer le 25 mai, elles ne l'étaient pas jusqu'ici sur le lieu de la réunion.

(AFP)

Au cours de cette année

Hanoi retirerait 50 000 hommes du Cambodge

Les autorités vietnamiennes ont annoncé, le mercredi 25 mai, aux diplomates occidentaux en poste à Hanoi, leur intention de retirer d'ici à la fin de l'année la moitié de leurs troupes stationnées au Cambodge...

Selon le ministre des affaires étrangères vietnamien, M. Nguyen Co Thach, le contingent actuellement en place s'élève à 90 000 hommes.

(AFP)

Sur le vif

Jeu de massacre

Désolé, je vais me répéter, mais vous êtes tellement touchés qu'il faut toujours taper sur le même clou pour arriver à vous enfoncer dans la crâne.

C'est pas vrai? Tiens donc! Vous savez ce qui s'est passé mardi dernier? Oui, c'est ça, l'ouverture de la campagne officielle...

Quelle personne n'a allumé l'écrit, le découragé? Il est fait 5,5 points à l'Audimat, nos princes c'était marqué dans France-Solo...

CLAUDE SARRAUTE

Mort de l'éditeur britannique Hamish Hamilton

L'éditeur britannique Hamish Hamilton est mort à Londres le mardi 24 mai. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Né à Indianapolis (Etats-Unis), il a passé son enfance en Ecosse, avant de faire des études de médecine à Cambridge. Mais il a vite abandonné cette voie pour entreprendre des études littéraires.

En 1939, Hamilton a rejoint l'armée britannique. Envoyé en France et aux Pays-Bas, il devait être transféré en 1941 dans la section américaine du

ministère de l'information. Cependant, il n'abandonnait pas ses activités d'éditeur, et il publiait alors divers ouvrages de guerre ainsi qu'un ouvrage sur la Résistance française.

Après la guerre, il ouvrit sa maison aux écrivains français, particulièrement à Albert Camus, à Jean-Paul Sartre et à Georges Simenon. Parmi les auteurs britanniques, Kathleen Raine, Richard Crossman, Margaret Lane figuraient également au catalogue de Hamish Hamilton.

Considéré de vendre sa maison aux publications Thomson en 1965, il devait par la suite accomplir de nombreux voyages. En 1981, il allait vivre à Florence, ne retournant dans son pays qu'en 1986.

SÉNÉGAL

M Wade bénéficiera de la loi d'amnistie

Dakar. — Un projet de loi d'amnistie, en faveur notamment des séparatistes casamançais et de toutes les personnes condamnées à la suite des incidents post-électorales, a été adopté par le conseil des ministres sénégalais, a-t-on annoncé, le mercredi 25 mai, de source officielle à Dakar.

Le haut commandement français a déferé un capitaine, un lieutenant et trois légionnaires, auxquels il est reproché d'avoir ouvert le feu dans des conditions contestables et, selon certaines informations, d'avoir tenté de dissimuler leur action en entrant sommairement leur victime. Ce serait après coup que la population locale aurait découvert le corps.

Pour avoir tué un « braconnier » dans des conditions contestables en Centrafrique

Cinq légionnaires sont déferés devant le tribunal des forces armées

Cinq militaires de la légion étrangère, dont deux officiers, en poste en République centrafricaine, ont été déferés, le 17 mai, devant le tribunal des forces armées de Paris pour avoir ouvert le feu, dans des conditions qui leur ont été reprochées par leur hiérarchie, contre des braconniers qui tentent de défricher, protégés dans ce pays, pour en trafiquer ensuite l'ivoire.

En revanche, l'échec de ces négociations a été accueilli avec soulagement au Congrès, où de nombreuses voix s'élevaient ces derniers jours contre la « recrudescence américaine » que représentait un tel marché.

Le vice-président Bush n'était pas le dernier à se réjouir. Dans un effort notable pour se distancier de l'Administration Reagan dans la campagne qu'il mène pour conquérir la Maison Blanche en novembre, M. Bush avait adopté, en effet, une attitude plus dure et déclaré qu'il se refusait à négocier avec des trafiquants de drogue.

Le numéro du « Monde » daté 26 mai 1988 a été tiré à 390 457 exemplaires

BOURSE DE PARIS

Matinée du jeudi 26 mai

Sans surprise

Les investisseurs ont accueilli sans surprise l'annonce par M. Pierre Bérégovoy d'une baisse d'un quart de point du taux d'intervention de la Banque de France, revenu à 7 %.

Par ailleurs, le Conseil des Bourses de valeurs a décidé d'annuler dès le 1er juin la sanction de suspension de négociation qui frappait la société de Bourse Louis Baudouin.

A B C D F G H

TELEMATIQUE magazine advertisement. Includes text 'TOUT SUR LE MINITEL ET LA COMMUNICATION' and 'PUB: LE SUPPORT QUI MANQUAIT'. Also mentions 'COMMENT CREER SON ENTREPRISE PAR MINITEL'.

6 Compatib. PC Portabl. advertisement. Features 'à prix charter Duriez' and lists various computer models with prices like 'L Amstrad PPC 512, 512 Ko de mémoire'.

Aldebert jewelry advertisement. Text: 'vous invite dans ses magasins à une vente de montres et de bijoux'. Lists locations in Paris and Cannes.

Handwritten text in Arabic: 'ص:ا من الاصل' (S: a min al-awl)